

POUR DES RAISONS DE REORGANISATION, « DEMOCRATIE » CESSERA DE PARAÎTRE PENDANT UN MOIS.

DANS UN MOIS - DEMOCRATIE NOUVELLE FORMULE

# Démocratie

ORGANE DU PARTI DEMOCRATE DE L'INDEPENDANCE — 65, Bd. Danton — Casablanca

Première Année N° 40

Lundi 7 Octobre 1957

Prix : 30 fr.



M. Driss M'Hammedi, la répression aurait-elle des silences ?

## CETTE SEMAINE

|                                  |        |
|----------------------------------|--------|
| CONFIDENTIEL .....               | page 2 |
| L'IMPASSE ECONOMIQUE .....       | « 3    |
| BAMAKO CONGRES DE L'UNITE .....  | « 4    |
| M. THOREZ TRAHIT L'ALGERIE ..... | « 5    |
| RODEO EN PLEIN CIEL .....        | 6 et 7 |

|                                       |        |
|---------------------------------------|--------|
| ENTRETIEN A PARIS .....               | page 8 |
| TEMPETE SUR TUNIS .....               | « 9    |
| UNITE DANS LA PLURALITE .....         | « 11   |
| LUMIERE SUR L'AIDE U.S. ....          | « 12   |
| LA COMMUNAUTE ISRAELITE CASABLANCAISE | « 12   |

# Les événements... et les hommes

## Les Arabesques de l'Actualité

par ROLAND BACRI (le petit poète)

\* Les détaillants en pommes de terre, en avant gros sur la palate, ont déclaré : « Revalorisation des marges ou grève ! »

\* Bourges Maunoury, Soustelle, Duclos, Duchet...  
... la loi-cadre à quatre.

\* Les prix sont-ils plus élevés que l'an dernier ?  
« Non » répondent les statisticiens. La voilà bien, la mémoire des chiffres !

\* Le petit prince Charles prend le chemin des écoliers.  
— « Elève prince Charles, vous apprendrez qu'il faut lever le sceptre avant d'aller faire pipi, et pipi, hurrah ! »

\* « Pourquoi la reine Elizabeth ne fait-elle pas rédiger ses discours par Daphné du Maurier ? » demandait le « Daily Express ».  
Pardi ! Vous voyez, vous, notre président du Conseil faisant écrire ses discours à la Chambre par l'auteur de « La tête des autres », par exemple ?

\* La Queen Elizabeth d'Angleterre...  
... L'engueulée telle qu'on la parle.

\* Circulation à Paris.  
Dans tout le centre, la « zone bleue », interdiction de stationner. La population ne modère plus ses transports.

\* Remous chez les producteurs de blé.  
Le quart d'heure « terre-à-blé »

\* Salon de l'automobile.  
Vous qui régniez dans l'essieu...  
... Embrayez pour nous !

\* Poulets industriels.  
Le temps n'est plus où l'on se penchait amoureux sur la future mère poule en lui gloussant : « Ponds, dis, chérie ! »  
Aujourd'hui, la poule n'a même plus le temps de chanter pour faire l'œuf.  
Il faut qu'elle ponds à tour de bras.



### LE LECTEUR A LA PAGE

Les Heureux de la Terre  
Jean Rousselot (Ed. Albin Michel)

Un recueil de nouvelles peut être fait de fonds de tiroirs noués en gerbe (pourquoi pas ?) ou de petites pièces ciselées.

Jean Rousselot est orfèvre.

Il faut voir avec quel amour il travaille les pierres brutes du rêve et de la réalité.

Il y a dans Rousselot conteur, un guide Maupassant et Villiers de l'Isle Adam sortis dans du Rousselot poète.

Ça vous remet un peu après les nouvelles déprimantes de Chichi - pardons ! - de J.J. Gautier.

### DE DISQUE A OREILLE

Rythmes et mélodies de Turque  
(Club Français du Disque)

Un enregistrement curieux, déconcertant, aussi loin de la Marche Turque de Mozart que Luis Mariano du Muet du Sérail.

Il y a tout dans ce disque pour ravir les amoureux du folklore authentique : des instruments étranges, des rythmes qui semblent venir d'un autre monde et des chansons d'amour qui s'appellent : « le balai de trèfle » ou « les gendarmes sont parvenus ».

## Echec à Moscou dans les Balkans

Le Président du Conseil de Roumanie, M. Stoicha avait proposé à la Grèce de réunir une conférence afin de créer une nouvelle Entente Balkanique ouverte à la Turquie, la Yougoslavie, l'Albanie, la Roumanie et la Bulgarie. Le résultat de cette initiative est exactement le contraire de celui qu'escomptaient ceux qui, de Moscou, montèrent l'opération. Se basant sur les réactions purement superficielles des milieux politiques grecs dérouter par l'attitude contradictoire des Américains, les diplomates de l'Est crurent le moment favorable pour engager un peu plus la Grèce dans le camp « neutraliste ». La proposition roumaine tendait en effet :

1°) — à sanctionner l'étroite coopération politique entre Moscou et Belgrade et à engager plus avant la Yougoslavie dans le camp socialiste.

2°) — à faire éclater ce qui reste du pacte balkanique de 1938.

3°) — à neutraliser pratiquement

la Grèce.

Sur un plan plus strictement communiste, l'opération cherchait également à :

1°) — dégager les pays balkaniques communistes de la tutelle de Moscou en créant un bloc régional, certes fidèlement attaché à l'U.R.S.S. mais politiquement et économiquement plus autonome.

2°) — à démontrer que l'équipe Khrouchchev avait bien rompu avec la politique de Staline et cherchait à retirer l'U.R.S.S. derrière ses frontières de 1939.

Belgrade, Sofia et Tirana s'empresèrent de répondre favorablement à l'offre roumaine mais, contrairement à ce que Bucarest espérait, la réponse grecque fut aussi catégorique que négative. Athènes estime qu'il faut tout d'abord régler les différends actuels entre pays balkaniques avant de parler de conférence ou de nouvelle entente. La douche est glacée.

## CONFIDENTIEL

L'hebdomadaire d'opposition au P.D.I. a publié dernièrement en première page, la photographie d'une réception de nouvel an chez le général Guillaume au temps où celui-ci pourchassait et traquait les partisans et sujets de S.M. Mohammed-V, alors en exil, c'est-à-dire la quasi totalité de la population marocaine. Les lecteurs de l'hebdomadaire suscit ont éprouvé sans doute un étonnement nuancé en reconnaissant sur la photographie, un certain nombre de fonctionnaires en place aujourd'hui et dont la teinte politique se réclame du journal qui publie cette photographie plutôt compromettante.

Un gouverneur aurait donné sa démission.

Un des acquéreurs de la Boulangerie Gautier et d'une importante société spécialisée dans le café se verrait attribuer la Médaille de la Route de l'Unité. De quelle unité s'agit-il ?

Nous attendons avec une impatience qui va sans cesse croissante, la publication par le Mouvement Populaire de la liste de ses dirigeants.

Nombreux sont ceux qui se perdent en commentaires sur les raisons de ce silence et de cette clandestinité.

Il y a bien un programme, mais, qui sera chargé de l'appliquer ? Les nouveaux dirigeants de ce nouveau parti garderaient-ils la clandestinité ? et pourquoi ? auraient-ils peur ? de qui et de quoi ?

On dit que les anciens fonctionnaires de la police et des services de renseignement français qui se trouvaient encore au Maroc, viennent d'être priés de quitter le territoire marocain. Un premier contingent est déjà parti la semaine dernière et un autre suivra cette semaine. Parmi les départs l'on peut enregistrer avec satisfaction ceux de certains officiers que l'on peut à juste titre considérer comme des policiers et non comme des militaires.

A ce propos, publiera-t-on, la liste des indicateurs apointés par la police française et qui occupent au Maroc des places au soleil.

Il y a certaines mensualités sur lesquelles le gouvernement pourrait prélever des taxes dites récupératives, c'est un minimum.

## « L'Information » devient Secrétariat d'Etat en Tunisie

Si pour l'observateur étranger le remaniement ministériel tunisien passe inaperçu, il n'en représente pas moins une évolution importante dans la politique intérieure de la jeune République.

La nomination de M. Mustapha Filali au poste de Secrétaire d'Etat à l'Information est un signe de l'importance que le président Bourguiba donne à ce département ministériel qui passe de sous-secrétariat au

rang de secrétariat.

Ancien militant de l'U.G.T.T., M. Filali fut, six mois durant, directeur de la chaîne arabe de la Radiodiffusion tunisienne : il doit donner à son nouveau poste le dynamisme dont il a fait preuve comme ministre de l'Agriculture, poste qu'il occupa depuis le premier cabinet Bourguiba. Jeune, plein d'allant, on l'a toujours considéré comme un fidèle de Ben Salah. Malade ces dernières semaines, c'est le secrétaire d'Etat au Commerce et à l'Industrie qui assura l'intérim. Son successeur à l'Agriculture est M. Chiari, ancien ministre des P.T.T., du précédent gouvernement ; militant de l'U.G.T.T. lui aussi, il avait été récemment élu à la nouvelle Commission Administrative.

La tendance ugétiste au sein du gouvernement se trouve donc renforcée d'un nouveau membre et il n'est pas douteux que l'influence de M. Ahmed Ben Salah dans le gouvernement devienne désormais importante.

## Un nouvel hebdomadaire au Maroc

A la suite d'un accord intervenu entre le grand hebdomadaire édité à Paris « LA VIE FRANÇAISE » et le plus ancien des journaux économiques du Maroc « LE PETIT CASABLANCAIS », un périodique :

« Petit Casablancais-Vie Française » édition marocaine paraîtra tous les vendredis à Casablanca à partir du 4 octobre.

La publication formera un ensemble de 24 à 28 pages grand format, couvrant toute l'actualité économique au Maroc et dans le Monde.

Cette publication devrait susciter d'heureuses initiatives dans le domaine des relations économiques franco-marocaines.

# Les événements... et les hommes

## PROTEGEZ MASCHINO

Nous, étudiants Marocains en France, apprenons avec stupéfaction et indignation la menace de mort à l'adresse de l'éminent professeur M. Maschino. Nous, qui estimons cette personnalité française, qui apprécions fort ses articles de critique littéraire, ses opinions franches et courageuses pour défendre la cause et la dignité de l'homme, protestons énergiquement contre ces intimidations qui n'ont pour but que de faire taire la voix de la vérité.

Monsieur Maschino n'est pas le seul, et heureusement d'ailleurs, à

représenter la tradition humaniste française et l'amour de la liberté d'expression. Nombreux sont les journalistes et écrivains français qui ne craignent pas de dire la vérité, toute la vérité.

Nous prions donc le gouvernement marocain d'user de tout ce qui est en son pouvoir pour faire cesser ces insultes jetées au visage du Maroc indépendant et qui risquent de porter atteinte à l'une de nos traditions les plus chères : la défense de nos hôtes et de nos amis.

F.M. ELFATHEMY

## L'IMPASSE ECONOMIQUE

Notre confrère « Stocks et Marchés » du 26-9-57 publie l'information suivante : « Le coût de la vie a augmenté dans une proportion de 6,4 % pendant le mois de juillet et de 3,2 % pendant le mois d'août. Ces deux augmentations viennent s'ajouter à une hausse de 12 % intervenue depuis le mois de janvier ».

« Démocratie » n'a cessé de protester contre la folle politique économique du gouvernement qui pour faire face aux nouvelles dépenses budgétaires sans cesse croissantes choisit le chemin le plus facile, celui de l'augmentation des impôts : hausse des droits de douane, augmentation du prix des carburants, application de la taxe Gaillard et bien d'autres expédients encore. Ainsi les prix augmentent dans des proportions alarmantes et le pouvoir d'achat des salariés s'amenuise.

Faut-il rappeler que les prix au Maroc sont depuis la fin de la dernière guerre parmi les plus élevés du monde. Faut-il rappeler que les augmentations interviennent à une période de crise économique aigue.

La récession économique, l'arrêt dans l'équipement du pays, le chômage grandissant sont les caractéristiques les plus notoires de la situation présente.

Comment peut-on supporter dans ce contexte de dépression économique une augmentation du coût de la vie.

Le présent gouvernement a fait pour devise l'austérité, or nous constatons que les rigueurs de l'autorité ne sont bonnes que pour les classes laborieuses. La situation des travailleurs qui ont le privilège même par les temps qui passent, de trouver un emploi est de plus en plus intenable.

Nous vivons une période tragique. Le chômage envahissant, les salaires n'ont pas bougé depuis le début de 1956 et le coût de la vie monte d'une façon vertigineuse.

La situation économique du Maroc va vers une impasse : impasse dont les conséquences seront tragiques.

Tel est le résultat de la politique économique d'improvisation et d'incompétence que nous subissons malgré nous.

## UNE REPONSE ELOQUENTE

M<sup>r</sup> Maurice GARÇON vient de démissionner de la Commission de Sauvegarde des droits et libertés individuels, dont il était le Secrétaire Général.

Dans une « lettre ouverte » que nous avons publiée dernièrement, notre collaborateur le Professeur M. MASCHINO insistait, auprès de l'éminent avocat, sur l'équivoque qu'entretenait sa présence au sein d'une Commission impuissante, et le malaise qu'elle provoquait. « Dépositaire de notre espoir et garant de

notre honneur, concluait M. Maschino, mandaté par la nation pour que la vérité n'ait pas la voix des suppliciés, la face hideuse des tortionnaires, il n'est plus possible de vous taire ».

La démission de M<sup>r</sup> Garçon est la plus belle réponse que nous puissions recevoir. Nous nous réjouissons qu'il y ait encore, en France, des hommes d'honneur et de conscience. Ils seront, demain, le ferment du renouveau français.

## ANNONCES LEGALES

Royaume du Maroc  
Direction Générale  
de la Sûreté Nationale

### AVIS D'ADJUDICATION

Le jeudi 24 octobre 1957 à 15 h., dans les Bureaux de la Direction Générale de la Sûreté Nationale à Rabat, il sera procédé à l'adjudication sur offre de prix des travaux ci-après désignés :

#### CONSTRUCTION

##### DU COMMISSARIAT

##### DIVISIONNAIRE D'AGADIR

2ème LOT : Menuiseries - Quincailleries.

Cautionnement provisoire : 204.000 francs (deux cent quatre mille frs).  
3ème LOT : Ferronneries - Ouvrages métalliques.

Cautionnement provisoire : 65.000 francs (soixante cinq mille francs).  
4ème LOT : Plomberie - Sanitaire.

Cautionnement provisoire : 65.400 francs (soixante cinq mille quatre cents francs).

Cautionnements définitifs : 3 % du montant du marché.

Les propositions des candidats devront parvenir à la Direction Gé-

nérale de la Sûreté Nationale à Rabat (Subdivision Immobilière et du Matériel) avant le 24 octobre 1957 à douze heures.

Les références techniques et financières des candidats seront déposées en même temps que leur soumission. Des certificats d'architectes sur des travaux récents exécutés au Maroc seront exigés.

Pour consultation des dossiers s'adresser à :

— Monsieur BASSIERES architecte, rue de Copenhague, Agadir, et à la

— Subdivision Immobilière de la Direction Générale de la Sûreté Nationale à RABAT.

#### PREFECTURE de CASABLANCA

##### LOCATION

##### AUX ENCHERES PUBLIQUES

Le public est informé de ce que la vente aux enchères publiques des récoltes en provenance de parcelles du Domaine Public Municipal situées dans le secteur de SIDI-OTMAN, prévue pour le 1er octobre 1957 à 9 heures 30, est reportée au mardi octobre 1957 à 10 heures.

## EDITORIAL

# Le Complot du Silence

Le lundi 30 septembre, Monsieur le Ministre de l'Intérieur M<sup>r</sup> Hammedi déclarait à une réunion organisée par son parti à Alhucemas en réponse à une question sur la presse d'opposition en langue arabe : « Le journal auquel vous faites allusion n'a pas écrit un pour cent de vérité dans sa relation de soi-disant abus administratifs. J'en ai la conviction. J'en ai la preuve formelle. Le président Bekkaï a dit à plusieurs reprises et à juste titre que l'opposition doit être constructive. Hélas ! une certaine opposition use de moyens malhonnêtes. Que faire ? De la répression ? Le silence ? Nous avons opté pour le silence, tout en continuant notre œuvre. Sa Majesté est contre la répression. Elle estime que le peuple est à même de distinguer entre la vérité et le mensonge ».

Nous avons été révoltés par cette déclaration. En effet dans un moment de vérité, Monsieur le Ministre de l'Intérieur a dévoilé les deux alternatives entre lesquelles oscille son action politique.

La répression, n'a pas été appliquée dit-il parce que Sa Majesté est contre la répression. Autrement dit si l'autorité de Sa Majesté n'avait pas mis un frein à la volonté de puissance de son Ministre le peuple marocain aurait subi les méthodes de gouvernement qui se pratiquent dans les pays totalitaires.

Si cette méthode de gouvernement n'a pas été érigée en système certaines tentatives d'application de cette politique ont été esquissées ça et là et particulièrement dans certaines provinces du Nord.

Quant au silence, s'il ne se traduit pas comme la répression par la prison, les enlèvements et les tortures, il est la preuve chez celui qui la pratique d'un mépris total envers le peuple et ses droits.

Au lieu de penser à la répression et au silence qui ont tous deux pour conséquences de ne faire aucun cas du peuple, Monsieur le Ministre de l'Intérieur devrait se rappeler qu'il existe en le Royaume du Maroc des Tribunaux auxquels des textes de lois donnent compétence pour connaître des délits de presse.

Si le journal incriminé dans la déclaration ministérielle citée plus haut n'a pas écrit un pour cent de la vérité et que des preuves existent pour étayer cette thèse pourquoi a-t-on « oublié » d'ouvrir les dossiers de ce journal devant la justice ?

Mais pour raisonner selon les normes de la logique, fallait-il encore posséder le réflexe démocratique.

L'opposition, qui ne dénigre pas, mais qui lutte pour le triomphe de la vérité, de la justice et de l'honnêteté ne s'est jamais trompée sur les sentiments de Monsieur le Ministre de l'Intérieur. C'est pourquoi, elle n'a cessé de revendiquer pour le peuple marocain et dans son intérêt la mise en place rapide d'institutions démocratiques qui peuvent être un obstacle efficace au totalitarisme et à la répression.

Si nous avons été révoltés par cette déclaration, notre espoir dans un meilleur gouvernement de notre pays est toujours très fort. Nous avons une entière confiance en Notre Souverain dont la sagesse, l'humanité et l'équité n'ont jamais fait défaut à Son Peuple.

Sa Majesté qui a guidé le Maroc vers son indépendance, le conduira aussi vers la Démocratie qui reste le système politique le plus respectueux de la dignité humaine et des aspirations légitimes des citoyens.

Nous remercions Monsieur le Ministre de l'Intérieur de sa déclaration car, par sa brutale franchise, elle réveille de leur torpeur, tous ceux qui consents ou inconscients croyaient vivre dans un régime qui prépare l'application prochaine d'un système démocratique.

La vigilance s'impose donc plus que jamais et toutes les forces saines du pays doivent s'unir, conjuguer leurs efforts et organiser leur action afin de faire échec à la politique de répression et du silence.

Nous avons confiance dans la maturité politique du peuple marocain et dans la sagesse de Son Roi pour que les spectres hideux de la répression et de la dictature n'aient jamais droit de cité parmi nous.

« Démocratie »

# L'Afrique en marche vers son Unité

En septembre 1946, un manifeste signé des principaux députés africains siégeant au Parlement français consacrait la création d'un important mouvement politique africain qui porta bientôt le nom de Rassemblement Démocratique Africain ou R.D.A.

Un des passages essentiels de ce manifeste disait notamment : « Le Fédéralisme du M.R.P. ne peut tromper aujourd'hui aucun Africain. Il n'est en effet que le masque d'un régime d'autorité comme l'assimilation que nous rejetons formellement. Ce n'est qu'une chape de plomb jetée sur l'originalité africaine. Comme l'assimilation, il n'aboutirait qu'à figer l'Afrique dans son état d'organisation actuel, alors que la vie des peuples comme celle des hommes est un mouvement continu ».

Ce manifeste portait la signature de Félix Houphouët-Boigny, député de la Côte d'Ivoire et aujourd'hui ministre du gouvernement défunt de Bourges-Maunoury.

Un premier congrès se tint bientôt à Bamako et le jeune futur ministre du gouvernement réactionnaire Bourges lança de Bamako, le 12 octobre 1946 du haut de la tribune un appel à l'union contre le colonialisme.

« Je revendique disait-il, alors, toutes mes responsabilités dans le rassemblement que désapprouvent les colonialistes aux abois... »

Et cette entrée en matière fut suivie par un acte de foi en l'Afrique d'une portée politique qui devait dépasser son auteur pour prendre place dans l'histoire de l'Afrique en marche.

« Au nom de la politique, disait Boigny, on a voulu diviser des hommes nés pour s'entendre jusqu'à la mort. Heureusement la conscience africaine, la démocratie africaine, la volonté africaine qu'on ignore ou qu'on veut ignorer, ont prévalu. Désormais, ici comme à Paris, on comprendra que les élus africains ne sont que les serviteurs de l'Afrique et qu'il n'y a qu'une parole qui engage les Africains, c'est celle de l'Afrique ».

C'est cette entrée en matière fulgurante qui valut au R.D.A. ses premiers succès africains partout où les élections ne furent pas truquées par l'administration. Les signataires du premier manifeste étaient un défi à ce que Senghor devait appeler la balkanisation de l'Afrique dans le sens d'une pseudo-confédération. En effet des hommes comme Lamine Gueye pour le Sénégal, Félix Tchicaya pour le Gabon-Moyen-Congo, Sourou Migan Apithy pour le Dahomey, Fily Dabo Sissoko pour le Soudan-Niger, Yacine Diallo pour la Guinée se joindront à Gabriel d'Arboussier et à Senghor afin de proclamer la nécessaire union contre le colonialisme. Un vent d'espoir balayait l'Afrique et la certitude des libérations futures prenait corps dans l'esprit des opprimés des cases et des savanes.

Plus de dix ans se sont écoulés et le congrès du R.D.A. qui vient de se dérouler du 25 septembre au 1er octobre à Bamako se devait de faire le point des progrès réalisés vers l'émancipation noire et sa promotion à l'auto-gestion.

Durant ces dix années des changements, des compromissions des éléments tactiques devaient donner au R.D.A. une allure de parti presque modéré dans ses revendications

africaines. Si l'on excepte Senghor, et Gabriel d'Arboussier on trouve peu d'élus africains qui pour des raisons d'opportunité n'ont laissé délibérément de côté certaines des résolutions essentielles du congrès de 1946.

Le vote de la Loi-Cadre africaine, à l'élaboration de laquelle Houphouët-Boigny prit une part importante sinon prépondérante, a réussi au moins à fixer le problème en ce sens que désormais le gouvernement de la Métropole est mis au pied du mur. « L'Afrique a déclaré

Senghor trouva un moment grâce à leurs yeux. Encore que cette alliance n'alla pas sans heurts.

C'est pour couper l'herbe sous le pied à cette tendance nationale et unioniste que Paris décida de promulguer une Loi-Cadre qui tendait à la Fédération scissionniste selon la célèbre formule du diviser pour régner. Là encore les calculs de la Métropole se révélèrent bien vite en retard d'une période. Sous la pression des éléments montants et la maturité des nationalistes qui à l'échelon local noyautait entièrement



M. Houphouët-Boigny. — L'unité africaine avant le jeu parlementaire.

un leader du R.D.A. se trouve après le vote de la Loi-Cadre Africaine au stade de l'Algérie après l'adoption du statut de 1947. Cette union fédérale que l'on nous propose nous la jugerons à la forme et à ses possibilités. Nous serons cependant intransigeant sur un point essentiel à nos yeux. Le droit de quitter cette union si l'intérêt de l'Afrique l'exige. C'est donc à la France de ne jamais aller contre les intérêts de l'Afrique ».

Il y a donc une évolution énorme dans les faits et dans la politique des élus africains au Parlement français. Après 1946 a suivi la période que l'on peut considérer comme une période d'absorption métropolitaine par les partis politiques qui se disputèrent les voix des élus africains et l'appui du groupe déterminant que constituait le R.D.A. lors des votes importants. Cette balance ne fut pas sans influencer profondément sur le comportement des élus dont certains oublièrent un temps les résolutions sans équivoques de Bamako. Mais parallèlement à cette indifférence des choisis, les peuples africains attendaient tout autre chose de leurs représentants. Les nationalistes dont l'audience est grande parmi les populations africaines malgré l'interdiction qui leur fut faite de se constituer en parti eurent alors beau jeu de dénoncer la carence des élus administratifs et se

le R.D.A. avec l'appui de la majorité des populations noires, le congrès de Bamako de 1957 devait marquer un tournant dans le contexte politique africain, tournant dans le contexte politique africain, tournant que les communiqués à l'usage de la métropole et les récits des envoyés spéciaux de la presse parisienne n'arrivent pas à cacher.

Ce congrès a failli voir l'éviction d'Houphouët-Boigny. Au dernier moment sur le conseil de ses amis du gouvernement Boigny revint au dernier moment sur son refus d'acceptation de la notion finale votée à l'immense majorité des participants. Ce revirement de la dernière heure eut pour effet de sauver in extremis le poste de président du R.D.A. qu'il détenait depuis quelques années. Cette marche en arrière tactique ne trompa cependant pas les congressistes qui exigèrent que désormais Houphouët-Boigny soit chargé de faire appliquer la politique du Congrès, lui enlevant ainsi toute initiative personnelle.

A cet égard et à bien d'autres, le congrès de Bamako est riche d'enseignements. Une chose est sûre en tout cas, c'est que ces enseignements ne vont pas tout à fait dans le sens qu'attendaient nombre d'hommes politiques français et particulièrement M. Houphouët-Boigny.

Paris attendait surtout du congrès de Bamako un blanc-sein pour

l'application de la Loi-Cadre (celle de Gaston Deferre). Loin d'approuver, le congrès a posé des exigences qui furent d'ailleurs des exigences minima et qui auraient très certainement provoqué un désaveu de la Loi-Cadre, elle-même, si certains dirigeants du R.D.A. n'avaient réussi à faire comprendre à leurs troupes qu'il valait mieux agir progressivement. Cet appel ne fut que partiellement entendu et le congrès de Bamako affirma :

1° — que la Loi-Cadre Deferre ne représentait dans l'esprit des Africains qu'une étape qui se devait d'être aussi courte que possible.

2° — que la Loi-Cadre avait engendré une construction incomplète prêtant par là même à l'équivoque en faveur d'un camouflage du statu-quo.

3° — que les territoires d'outre-mer avaient pris conscience d'une personnalité africaine globale qu'il faudra affirmer d'urgence en s'opposant par le fait même à tout découpage artificiel de l'Afrique, ce qui va à l'encontre du désir des indépendants et de M. Duchet en particulier dont la mauvaise humeur ne s'est pas fait attendre.

4° — que les peuples africains se sentent et se déclarent solidaires des aspirations nationales algériennes.

Cette dernière considération place Houphouët-Boigny et certains élus africains dans une situation difficile, par le fait même qu'ils ont constamment apporté leur appui et leur soutien aux gouvernements Mollet et Bourges, dont on connaît la sinistre politique en ce domaine. Monsieur Houphouët-Boigny s'est vu personnellement attaqué pour sa participation aux gouvernements ennemis de l'Algérie indépendante et seule la chute du gouvernement français a pu lui éviter un choix qui aurait pu se solder par son exclusion du R.D.A. ou sa démission du ministère. Ce dernier point a été amèrement ressenti à Paris où l'on ne met pas en doute que dans un temps rapproché les élus africains devront se tourner vers les peuples dont ils se disent les représentants et traduire dans leurs actes les aspirations de ces peuples à l'indépendance.

Le soutien à l'Algérie en guerre qui se fera de plus en plus pressant en Afrique Noire dans le cadre d'une solidarité musulmane qui va croissant, est un pas en avant vers des revendications nationales qui s'affirment de jour en jour.

C'est vers cet avenir que le R.D.A. tente un pas de clerc pour éviter le dépassement, en préconisant une union avec le mouvement de Senghor que l'on appelle déjà le Fertraht Abbas africain. Il y a en effet plus d'un point commun entre le leader algérien et Senghor, même prohibé dans la déduction, même marche vers la prise de conscience nationale.

Il sera difficile à Houphouët-Boigny d'apporter plus longtemps sa caution à une politique de maintien en Afrique dont les leaders ont obligé Gérard Jaquet à se contredire en l'espace de huit jours sur ses vues africaines.

Bamako a concrétisé une prise de conscience et l'Afrique en marche vers son unité saura tirer la leçon d'un congrès qui ne fut pas la journée des dupes au sens où Paris aurait voulu l'entendre.

Hafid JELLABI

# L'ALGERIE TRAHIE PAR MAURICE THOREZ

Le 10 mai 1945, l'aviation française et l'armée d'occupation en Algérie commençaient, sous les ordres du général Duval, le massacre de Sétif et de Guelma. 45.000 Algériens, femmes, enfants et vieillards furent exterminés. Maurice Thorez était alors vice-président du Conseil, Tillon, ministre de l'Air, les communistes, membres du gouvernement. Aucune démission, aucune protestation n'a suivi cette pacification avant la lettre. Alors, quand le parti communiste français, par la personne interposée de son Secrétaire Général, vient aujourd'hui réclamer la paternité de l'opposition française à la guerre d'Algérie, il nous fait un peu sourire.

Il est vrai que la majorité des militants communistes français désapprouvent cette guerre, que leur opposition verbale au génocide du peuple algérien est sincère, il est vrai qu'il y a eu des Maillot et des Lucien Guerrab, mais il n'en reste pas moins que nous attendons encore l'exclusion par le P.C.F. des rappelés qui tirent dans le Djebel contre les soldats de l'Armée de Libération, nous attendons encore de voir Maurice Thorez se coucher sous les roues d'un train de mobilisés pour empêcher son départ, et la masse des militants, se révolter et désert. Mais les mots d'ordre sont inexistantes, et renié le courage des chefs révolutionnaires de la Commune, qui savaient prêcher d'exemple avant de parler pour ne rien dire. Opportunistes et veules, les partisans des pouvoirs spéciaux ne sont plus que les exécuteurs testamentaires d'une doctrine qui n'effarouche guère que les bourgeois du Faubourg Saint-Germain. Les bolchevicks français n'ont pas un couteau entre les dents, mais *L'Humanité* dans la poche, et cela explique ceci ; l'Etat-Major de la rue La Fayette n'épouvante plus que Pierre Brisson, et les menaces de l'Internationale font sourire nos généraux.

Comme les autres partis, le parti communiste français, et malheureusement bien français, compromet, dans un opportunisme parlementaire, les plus purs principes révolutionnaires, les plus strictes exigences de la solidarité humaine. Le vote des pouvoirs spéciaux en est une preuve, et sa condamnation des militants passés à la « rébellion » en est une autre. Il ne suffit pas de dénoncer son inaction — car il s'agit là d'un véritable reniement : le vote de Mars 56 n'est pas tactique, c'est une trahison. Peut-être le P.C.F. pouvait-il espérer, en Janvier, la formation d'un Front Populaire, et lutter, à cette époque, pour sa réalisation ; mais la capitulation des socialistes devant l'émeute d'Alger, le 6 Février, dissipait l'équivoque. Il n'y avait plus de collaboration possible, de main à tendre, il fallait réagir, mais le Parti, en Mars 56, s'alliait avec la réaction. C'était pactiser avec les saboteurs de la France, avec les assassins de l'Algérie ; serviteur docile de Lacoste et de Mollet, le P.C.F. s'est fait l'instrument de la pacification. Cette pacification que l'on n'hésite pas à dénoncer par ailleurs dans les colonnes de *L'Humanité*.

Il ne sert à rien d'invoquer le durcissement de l'opinion française, son nationalisme étriqué, son aveuglement mortel, et d'excuser ainsi les compromissions du P.C.F. Il faut, dit-on, tenir compte de l'opinion. Mais justement l'opinion se fait, elle se forme ou se déforme, et la passivité des Français, leur ignorance du fait algérien résultent de la propagande gouvernementale : « pris » autrement, ils réagiraient autrement. En janvier 1956, le pays manifesta sa volonté de paix en Algérie ; dans ses discours électoraux, Guy Mollet démontrait que cette guerre était injuste et criminelle, qu'il n'existait pas d'autre solution que de négocier. Il fut élu sur ce programme, un autre fut appliqué. Le pays ne protesta pas, on l'avait « retourné ». Passifs, les communistes ne manifestèrent pas. Si l'opinion est prisonnière, actuellement, de ses préjugés, si l'évidence ne la trouble pas, et s'il est, par conséquent, presque impossible de la remuer, à qui la faute ? Les communistes se trouvent devant un mur ? Ils l'ont eux-mêmes construit. Il ménageait le peuple ? Ils l'ont d'abord trompé. Ils font un complexe de trahison ? Ils ont cherché la névrose.

En utilisant le chantage au patriotisme, en

participant à la mystification de la nation, le parti communiste français a renié les principes mêmes de sa doctrine. Il est plaisant d'entendre traiter de communistes les quelques Français qui militent aux côtés des Algériens. Le Front, lui, ne s'y trompe pas : Chérif Guellal, délégué du F.L.N. à New-Delhi, vient de dénoncer « le racisme outrancier » des communistes français et algériens. « Le communisme, dit-il, exclut en principe les considérations raciales, mais en Algérie nous en sommes revenus, et nos meilleurs amis sont les chrétiens, plus particulièrement les chrétiens de gauche ». La lutte des castes s'est substituée à la lutte des classes, et pour l'ouvrier de chez Renault, le Nord-Af est moins un frère qu'un bicot ; c'est, pour le rappelé, un ennemi, et l'on sait l'étrange revirement de nombreux « durs », lorsqu'ils arrivent en Algérie. Comme pour racheter leur peu d'entrain du départ, et témoigner de leur patriotisme, certains d'entre eux s'acharnent à tuer de l'Arabe, à violer, à torturer. C'est Schreiber qui le raconte, mais Daniel Anselme dit-il autre chose ? On s'est bagarré avec les flics, déclare Valette, on a « mis les bouts », les C.R.S. ont dû nous traîner dans les trains... mais Valette, sa permission terminée, retourne docilement en Algérie, il reprend son boulot. « Paix en Algérie », voilà ce qu'on lit sur les murs de la banlieue rouge, mais dans les djebels, dans les prisons ou dans les camps, les militants communistes, bons français et bons soldats, descendent de l'Algérie.

« Paix en Algérie » ? Mais que font-ils d'autre qu'intensifier, que prolonger la guerre ? Le P.C.F. ne manque ni d'hommes ni de moyens. Déclancher des grèves, saboter l'économie de guerre, mobiliser les masses ailleurs

qu'au Vel d'Hiv, dans la rue, dans les usines, sur les chantiers, provoquer la désertion en masse des militants mobilisés, ordonner, aux rappelés, l'insoumission, les moyens ne manquent pas. Mais les communistes français ne sont pas à court d'idées, ils sont à court de communisme : et c'est au nom, précisément, des valeurs cardinales du marxisme-léninisme que leur trahison doit être dénoncée.

Il est trop facile de prétendre que cette dénonciation fait le jeu de la réaction, qu'elle sert la droite, et porte en elle sa propre contradiction. C'est faire bon marché des morts-pour-autre chose qu'un silence complice qu'un assassinat à la sauvette. Un peuple qui se bat pour sa liberté mérite mieux qu'une affiche sur un mur, en France, et qu'une rafale de mitrailleuse, en Algérie. Des communistes, il attendait autre chose qu'un meeting à distance, que la mort à bout portant.

Sa plus grande désillusion, comme dit Chérif Guellal, est de constater qu'à cet appel de l'homme les communistes français sont restés sourds. Ils n'entendent que l'appel du clairon. Mais les suppliciés qui hurlent sous la torture, mais ce cri d'homme libre qui retentit dans les chants des maquisards, cette liberté qui se fabrique dans le sang des martyrs algériens, les communistes, volontairement, l'ignorent et le méprisent. Le communisme français, trop français, ne cesse de se renier et de trahir ; car désertant la lutte algérienne, passer dans le camp des oppresseurs, et brader la liberté de l'homme pour l'abjecte tactique politique n'est pas autre chose que l'assassinat délibéré de la fraternité humaine.

Maurice MASCHINO

## QUESTIONS A UNE COMMISSION

Au moment où MM. Delavignette et Maurice Garçon viennent de faire connaître leur démission d'une commission qui n'a de « Sauvegarde » que le nom, l'article que nous publions ci-dessous présente l'indiscutable intérêt de la personnalité de son auteur et de son contenu.

Contre l'avis des « exhibitionnistes du cœur et de l'esprit » et « autres intellectuels décadents » flétris par M. Lacoste, vous avez accepté d'être « les garants du respect par la France des plus hauts principes moraux ». Vous avez accepté cette redoutable mission alors que si votre but était clairement désigné, les moyens de l'atteindre restaient vagues et indéfinis. Vous avez cru devoir accepter une charge que d'éminents juristes comme MM. BATTESTINI, CASSIN et THORP refusaient d'assumer, convaincus qu'ils étaient du but chloroformant de cette commission. Vous avez estimé devoir — et à la réflexion votre obstination était à l'époque méritoire — rechercher d'autres preuves absolues et formelles des faits qu'une multitude de témoins oculaires et de journalistes avaient rapportés. Les témoignages sous la foi du serment, les rapports médicaux, les questions demeurent sans réponse. Les accusations non relevées de peur qu'éclate la vérité, vous semblaient insuffisantes. Comme Thomas, vous vouliez voir...

Vous avez vu. Vous avez entendu. Vous avez observé. Vous avez confronté. Vous avez recueilli des témoignages irréfutables. Mais vous êtes restés muets. Pas une parole n'est sortie de vos lèvres. Pas un mot n'a été écrit par vos mains.

Les crimes que nous avions — comme beaucoup d'autres — dénoncés, continuent à se perpétrer. Les questions que tous les hommes honnêtes de ce pays ont posées continuent à demeurer sans réponse.

Il est établi que Maurice AUDIN arrêté le 11 juin dernier, a été assassiné. Il est établi que Raymonde PESCHARD — après avoir été torturée ignominieusement, calomniée par toute la presse « nationale » — a été assassinée et que comble de cynisme L'ECHO D'ALGER du 18 juillet a eu le triste privilège de la réhabiliter à titre posthume ! Il est établi qu'un préfet, Inspecteur Général de l'Administration en Mission Extraordinaire de surcroît, mis en cause par la Commission Internationale contre le Régime Concentrationnaire, a publiquement justifié l'emploi de la torture. Il est établi que le même indi-

vidu est responsable, de par les ordres donnés, de la mort de plusieurs Algériens. Il est établi que de nombreuses personnes, hommes et femmes, musulmans ou européens ont été sadiquement torturés. Les pages de ce journal ne suffiraient pas à relater les noms et les faits.

Pour vous, en votre âme et conscience, le doute n'est plus permis. Et vous continuez à vous taire !

Vous justifiez votre silence par un souci d'efficacité et par votre volonté d'informer d'abord le gouvernement. Mais ce n'est pas au seul gouvernement que vous devez votre mission. Vous lui devez d'abord à l'opinion publique troublée par les dizaines de relations atroces, qui a exigé votre enquête et la mise hors d'état de nuire des criminels. C'est à cette opinion publique que vous devez d'abord des comptes car c'est elle qui a incarné la conscience que vous avez eu pour mission de représenter.

Vous avez une mission de réparation à accomplir envers ceux qui sont morts : les « suicidés » Ali BOUMENDJEL et LARBI BEN M'HIDI, Raymonde PESCHARD et tous leurs camarades. Vous avez la charge d'obtenir que justice soit rendue.

Mais vous avez aussi à sauver les vivants, ceux qui attendent dans l'antichambre des supplices, ceux qui en sortent et ceux qui demain y reviendront. Vous êtes, Messieurs les Commissaires, devant l'opinion mondiale, comptables des souffrances de ces hommes, de ces enfants, de ces femmes. Vous êtes comptables de la vie de ceux qui demain seront abattus « lors d'une tentative de fuite » : un cadavre ne laissant pas de trace et étant muet.

Le crime est aujourd'hui public. Sa dénonciation doit être aussi publique.

A défaut des hommes, l'Histoire vous jugera. Pensez, Messieurs les Commissaires aux vivants dont le sort est entre vos mains. Voulez-vous que l'Histoire demain — et votre conscience aujourd'hui — vous condamne pour non-assistance à personne en péril ? et « non-dénonciation de malfaiteurs » ?

Louis HOUDEVILLE  
Directeur de la Nouvelle Gauche

Que le parachutisme fût un sport, on l'avait oublié. Qu'il puisse servir l'homme, le révéler à lui-même, qu'il soit, à sa façon, un humanisme, on n'y pensait plus. Mais voilà qu'un sportif nous le rappelle, qui nous donne, du parachutiste, une image nouvelle.

Suire a pratiqué de nombreux sports, le ski, la natation, l'aviation, mais le parachutisme représente, pour lui, un idéal sportif. Il s'y donne entièrement. Toute une philosophie de l'air découle d'un jeu que l'expérience et l'intelligence de cet homme vont exploiter. C'est un novateur. Bien d'autres avant lui y ont goûté, mais personne encore n'avait « travaillé » à sa manière les joies de la chute libre, ni compris l'intérêt qu'elle pouvait offrir pour le sport. Cet intérêt, les réalisations cinématographiques d'André Suire le rendent sensible au profane. Cousteau nous plongeait dans les merveilles du monde sous-marin ; Suire nous ouvre le monde de l'air, et nous le livre avec les impressions de l'oiseau.

André Suire revient d'Amérique. Nous avons eu le plaisir, tout dernièrement, de l'interviewer.

— A quel titre êtes-vous allé en Amérique ?

— « Paris Match » et « Pathé-Journal » ont eu la primeur de

Quand à ma visite au Pentagone je dois dire que les premiers contacts furent réfrigérants. Je sentais peser sur moi non une franche hostilité mais quelque chose de plus pénible encore : le septicisme. Après le film, l'ambiance avait changé et j'ai senti qu'on m'adoptait.

— En quoi vos théories sur le parachutisme sont-elles révolutionnaires ?

— Ne me faites pas dire ce que je ne pense pas. Lorsque je me suis libéré des psychoses de peur et d'héroïsme qu'on s'acharne à faire naître chez le parachutiste et que, réagissant des routines, j'ai trouvé ma propre discipline, j'ai découvert de grandes joies. En effet limiter le parachutisme à la chute dans le vide c'est dévier complètement la question. Tant que l'homme est dans la carlingue de l'avion sa sensibilité, son optique, ses sensations sont celles d'un « rampant ». Dès qu'il franchit la porte et saute, c'est un autre homme, avec une « conscience » et une sensibilité telles que nous acquerrons le sentiment d'être des oiseaux. En plein air nous utilisons les courants et nous jouons avec la pesanteur. Mes théories ou plus exactement ma pratique me permet d'apporter quelques retouches à la conception que l'on se fait du parachutisme.

simplicité. Les résultats seraient appréciables, doivent être les qualités réelles de l'élément qui ne peut avoir ses élus que parmi eux qu'il a peur et qui ne se considèrent pas comme des



Michel Frick à 200 km.-heures en

connaissent des joies différentes. Il ne vit pas grenouille qui connaît les joies du monomarin

Le parachutisme est un sport noble et des disciplines qui transposent les sentiments du plan du mental en victoires dans l'air

Le cinéma est un moyen d'expression et démontre la nouvelle philosophie de l'air, voulu rendre tangible les constatations que point de vue théorique que pratique et l'adaptation et une révision du parachutisme se imposent.

La chute libre représente le côté sportif et n'étant qu'un moyen d'atterrissage. Pendant l'accélération ou freiner à notre volonté, des à une estimation précise de l'altitude nous toujours sans altimètre entre quatre centimètres. Nos réflexes, notre instinct se font oiseaux, nous volons.

— A ce propos considérez-vous le parachutisme dangereux ?

— Le danger est pratiquement nul. Je suis en tête mais je peux vous dire que les accidents qui nous ont toujours dus à la faute du parachutiste pas dire jamais à cause du matériel. L'erreur, et le mauvais entraînement sont en général la cause. Avec un entraînement et une pratique minutieuse, des films de propagande et une méthode à la fois on sol on limitera presque complètement le danger.

— Comment envisagez-vous le parachutisme ?

— Jusqu'à présent les lois qui régissent les accords mondiaux pris n'ont pas séparé les disciplines. Les programmes sont bâtardeaux. A mon avis il y a deux spécialités qui doivent être séparées :

1) Précision de l'atterrissage avec éprouvette toutes les altitudes avec arrivée le plus près possible du sol.

2) L'acrobatie. Se rapproche du plongeon.

Mais ne pas comparer la réglementation avec la technicité.

— Et sur le plan militaire quels avantages apportent-ils ?

— Le choc cinématographique a permis de faire passer des idées sur le parachutisme. En constatant l'homme d'être un oiseau, les militaires qui ont fait du film savent déjà l'utilité que cela a sur le plan stratégique. Toutes les données techniques demandent à être repensées.

Sur des conceptions nouvelles et intelligentes d'être un sport réservé aux déséquilibrés recruter des sportifs qui saisissent la beauté de la mentalité sera toute différente. A partir de là un chirurgien, un boxeur à un judoka, des faits dans ce sens et sur le plan technique ce permettront au soldat d'utiliser les éléments de la chute libre avec une sûreté et une précision qu'il n'avait pas. Délivré de ses appréhensions, des réactions qu'il peut avoir au moment de l'atterrissage qui se crée chez l'homme avec des sensations qu'il est incapable de donner.



André Suire avec le nouveau casque doté d'une caméra.

ma première expérience cinématographique. J'ai réalisé un second métrage et j'ai pensé qu'il démontrait de façon spectaculaire, la valeur de mes expériences.

— Quels sont les contacts que vous avez pris là-bas ?

— J'y ai vu les personnalités que je souhaitais contacter.

Dans le monde du cinéma Walt Disney et ses collaborateurs et sur un plan moins esthétique le monde des stratèges, les généraux et les ingénieurs du Pentagone.

— Quel accueil vous a-t-on réservé ? Quelles sont vos impressions ?

— Chez Walt Disney l'atmosphère fut très sympathique dès le début et la présentation de mon film a produit un « choc cinématographique » comme on dit dans ce langage ; je n'y suis pas resté indifférent parce que ce sont des gens de métier et que j'ai une grande admiration pour Disney.

— Pouvez-vous nous donner quelques précisions ?

— Mes films en sont le témoignage. Jusqu'à présent les militaires qui sont en général chargés de former les parachutistes du monde entier ont toujours paralysé les hommes qu'on leur confie en faussant l'esprit dans lequel on devrait travailler. On veut en faire des héros. Mais l'héroïsme suppose l'existence d'un péril surmonté, d'une difficulté vaincue, d'une peur dominée. On les persuade donc 1° qu'il y a danger, et par là on les sensibilise à la peur ; 2° qu'en affrontant ce danger, ils font preuve de courage ; et, 3° parce que ce courage est peu commun, qu'ils sont des héros. Ainsi fabrique-t-on le mythe du surhomme, et la croyance au « corps d'élite ». Il en résulte ce mépris du para pour ses autres compagnons d'armes, et les civils.

Faut-il préciser que ce parachutisme-là est la négation même du sport ? Car le sport doit tendre à la libération de l'individu, à la

# PLEIN CIEL

par notre collaboratrice

FARIDA

it après. La volonté et l'esprit de l'élément. C'est un sport parmi ceux qui s'affranchissent de la as comme des surhommes parce qu'ils



km. haut en chute libre.

Il ne vit pas à l'esprit de l'homme- du monde, de se croire un héros. ort noblement exaltant s'il tend à des sentiments mineurs de l'homme sur dans l'air par le corps.

d'express et de vulgarisation pour ohie de l'air, et c'est pourquoi j'ai tatation que j'avais faites. Tant au pratique technique une nouvelle parachutisme tant sportif que militaire

à côté sportif et attirant, le parachute age. Pour la chute nous pouvons volonté de descente et nous arrivons l'itude nous nous trouvons. J'ouvre tre cent trois cent cinquante mètres. ont osé, un sixième sens a poussé :

vous le parachutisme comme un sport

ment ne le n'ai pas les statistiques que les adents sont intimes et pres- du parachutiste et rarement pour ne tériel. L'air, le manque de contrôle et en général les fautes du débutant. atique mais longue mais plus efficace e machine à former les parachutistes plètement le danger.

le parachutisme sportif ?

qui résistent la compétition et les s séparé en disciplines les spécialis- rds. A mon avis, on devrait considérer doivent être séparées.

je avec épreuves variées, départ à le plus près possible de la cible.

e du plongeon de haut vol.

réglementation du plongeon de style

e quelles améliorations pensez-vous

ue a bouleversé l'idée que les terres- ne. En constatant la possibilité qu'à militaires ont assisté à la présen- ité que ça peut représenter sur le onnées nouvelles sont dépassées et

elles et intelligentes, le parachutisme ix déséquilibrés mentaux et l'on peut nt la beauté et l'intérêt de ce sport. e. A peu près ce qu'est un boucher judoka, les progrès vont donc être e technique ces connaissances de l'air les éléments en sa faveur, le para- et une précision qui jusque-là lui alnement actuel lui permet difficile- : appréhensions, il sera libéré, égale- voir aussi et qui sont souvent dues ez l'humain quand il est aux prises apable de dominer.

— Pensez-vous retourner en Amérique ?

— Certainement, je buche l'anglais pour cela. Je dois concrétiser ce qui pour l'instant est à l'état embryonnaire, du moins je l'espère.

C'est ce que « Démocratie » vous souhaite, car nous pensons que votre expérience de parachutiste et vos films apportent au monde un nouvel univers que la jeunesse sera heureuse d'affronter avec cet esprit sportif, plein d'idéal et de dynamisme qui caractérise leur promoteur.

— Je vous remercie.

— Monsieur Suire pouvez-vous avant de prendre congé nous dire combien de sauts vous avez à votre actif ?

— 320 dont 150 environ avec mes camarades qui totalisent 600 kilomètres en chute libre.

— Vous avez établi un record en chute libre de nuit ?

— Une performance plus exactement. Un saut de 5.800 mètres avec ouverture à quatre cent mètres. J'ai pu le réaliser à Safi grâce à l'obligeance du Ministre des Travaux Publics. Mais ces détails ne me satisfont pas. J'en ai retiré en leur temps les satisfactions de vanité. J'ai évolué depuis. La révélation que m'ont donnée les joies de l'air sont autrement payantes, c'est un peu de ce bonheur que je voudrais communiquer aux autres. Mes films en sont un moyen mais les spectateurs ne peuvent malgré tout prendre la place favorisée du sportif. Lorsque nous évoluons avec Michel Prik que je considère comme le meilleur parachutiste que je connaisse, personne ne peut pénétrer notre joie, c'est incommunicable de faire parti du tout et de n'être rien. C'est presque une religion. Je regrette toujours d'arriver au sol.

Nous vous écouterions des heures sur ce sujet passionnant. Merci d'avoir ouvert pour nous le ciel des oiseaux, Saint Exupéry l'avait entrevu derrière les hublots de l'avion. Cette métamorphose de l'homme était nécessaire car tant que nous sommes dans l'ignorance des éléments il y a toujours antagonisme et c'est affreux.

Nous vous souhaitons bonne chance donc et vous remercions pour nos lecteurs d'avoir si complaisamment ouvert pour nous ce monde merveilleux et qui intéressera, nous en sommes certains, notre jeunesse.

Il est certain, en effet, que le parachutisme exerce, sur la jeunesse actuelle, un puissant attrait. Seulement, cet attrait est équivoque, et les jeunes ne sont pas toujours conscients des aspirations réelles qui motivent leurs démarches.

On oublie un peu trop souvent que le parachutisme fut durant les 20 années qui précédèrent la guerre 39-45 un sport et non une armée d'élite constituée en vue de tel ou tel but stratégique-militaire.

Des hommes et des femmes ont payé de leur vie la pratique d'un sport qui fut aussi une expérience et une école de courage. Grâce aux « paras » des études purent être faites sur la résistance humaine à la pression atmosphérique. La science doit donc aux parachutistes comme elle doit aux chercheurs et aux pionniers de divers ordres.

Le mythe du surhomme, auquel certains voudraient faire croire, n'a donc rien à faire là-dedans. Le vrai parachutiste se garde de succomber à la tentation du prestige, car il se condamnerait à tout ignorer du parachutisme authentique qui n'a rien avoir avec les lois de Mendel ou les théories de Rosenberg. Maîtrise de ses facultés, pleine possession de soi-même, deux impératifs qui résument le « corps d'élite » et réclament modestie et confiance dans ses possibilités.

Le parachutisme est donc d'abord un sport, et le sport se doit essentiellement de concourir à la formation « morale » de l'individu. Bien des « intellectuels » le méprisent, et ils ont tort. La pratique du sport tend à la libération psychique de l'être, et à la réalisation de son équilibre. Cela suppose que l'homme, maître de lui, ait à utiliser, dans le sport qu'il pratique, ces plus hautes facultés.

C'est elles, précisément, que met en œuvre André Suire. Sauter, purement et simplement, n'exige pas beaucoup d'initiative. Il suffit, parfois, d'être poussé. Mais « exploiter » le temps de chute, et le mettre à profit, à la façon d'André Suire, c'est manifester, assurément, un certain courage, et se dominer. Ne dit-il pas que la volonté est la qualité indispensable au parachutiste ?

Il faut que les jeunes s'en persuadent le parachutisme est, avant tout, un sport. Le seul privilège de ce parachutisme - là s'acquiert par le courage d'être homme, simplement, mais proprement. Il nous semble que cela justifie amplement son entreprise.

André Suire fait partie de cette race d'homme pour qui le ciel, élément désormais familier, est le cadre propice d'une affirmation particulière. Au rodéo du plein ciel, les chevauchées sont des chutes libres et les coursiers, des dômes de soie, un peu comme dans un conte de fée pour grandes personnes. Au cœur de la légende « para » il y a une limite où les chevaux de frise, les perquisitions et les tortures doivent rester à la porte. Et Dieu merci, il y a encore de ces conteurs de légendes qui savent persuader et prouver.



Le ballet aérien ou les premiers danseurs du ciel.

# L'EQUIVOQUE CATHOLIQUE

de Frédéric HOFFET

Nous publions cette semaine une interview de Frédéric Hoffet réalisée par notre collaborateur Driss Chraïbi. « Démocratie » tient à indiquer qu'il ne partage aucunement les vues de Frédéric Hoffet sur la politique de l'Eglise Romaine et les chrétiens libéraux.

C'est à Paris où il s'est rendu pour affaires que j'ai pu interviewer Frédéric Hoffet. A plus d'un titre, Frédéric Hoffet est un curieux personnage — fort sympathique ma foi, mais curieux : il a la rage de la vérité et de la justice. Comme on dit chez nous, il « poursuit le voleur jusqu'à la porte de la maison ». La conception qu'il se fait de la vérité et la façon dont il l'applique dans sa vie et dans ses ouvrages lui valent quelques amitiés solides — et on peut les compter sur les doigts d'une seule main — et des inimitiés non moins solides — et tellement innombrables qu'elles constituent une sorte de décor, où le personnage (Hoffet) évolue en toute tranquillité, en toute quiétude : Hoffet ne s'en préoccupe nullement. Ses précédents ouvrages « Psychanalyse de l'Alsace » et « Psychanalyse de Paris » ont été de beaux scandales. Si je vous apprend que Frédéric Hoffet est avocat et qu'il défend toutes les causes algériennes de Strasbourg (c'est-à-dire qu'il les défend pour zéro franc, zéro centime et qu'il lui arrive dans 10 cas sur 10 de payer les frais de sa poche), vous aurez une idée plus précise de l'homme, écrivain-avocat dans ce qu'on appelle la littérature, que je vais vous présenter. Il a 45 ans, il est un peu voûté, un peu fatigué, il a des yeux malicieux — et les Algériens de Strasbourg l'aiment bien. Pourquoi pas vous ? Écoutons-le :

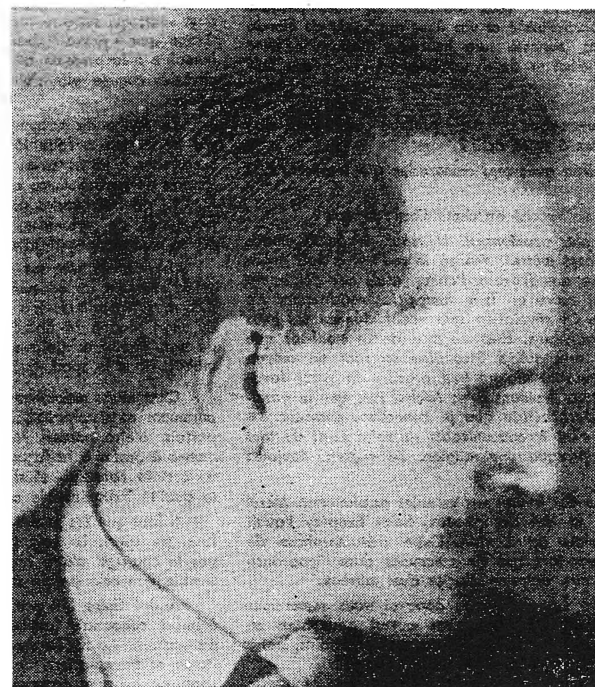
QUESTION : Parlez-moi de vos livres précédents et de leur portée.

REPONSE : Après avoir écrit deux romans, parus l'un chez Grasset, l'autre au Mercure de France, je publiai en 1950 ma « PSYCHANALYSE DE L'ALSACE ».

Par la suite, j'entrepris la même tentative pour Paris, avec ma « PSYCHANALYSE DE PARIS » parue chez Grasset. C'était là une tâche singulièrement plus difficile.

Q. : Qu'est-ce qui vous a amené à écrire « L'EQUIVOQUE CATHOLIQUE » ?

R. : Je me suis de tout temps intéressé aux questions de sociologie religieuse et aux problèmes politiques qui en découlent (j'ai publié jadis chez Flammarion un ouvrage intitulé « L'IMPERIALISME PROTESTANT » qui explique le destin si différent des nations anglo-saxonnes protestantes et des nations latines catholiques aujourd'hui en décadence, par la différence des deux religions). J'ai toujours été frappé de l'ignorance du public dans ce domaine. C'est ainsi que bien peu de gens se rendent compte que la politique du Vatican est aujourd'hui un des facteurs essentiels de la politique internationale. Il y a trois grandes puissances, disait récemment un diplomate : les U.S.A., l'U.R.S.S. et le Vatican. Seulement voilà : si chacun se rend compte du jeu que mènent l'Amérique et la Russie, non seulement les plus rares savent que le Vatican se trouve mêlé à de nombreuses tractations internationa-



les : ce qui est pire, c'est que la plupart des soi-disant connaisseurs le nient ! J'ai voulu dévoiler, ou plutôt faire connaître ce qu'on s'applique consciemment ou inconsciemment à cacher. Cela me paraissait un devoir de vérité, et même de salubrité.

Q. : De quoi s'agit-il dans votre livre, quel en est le sens ?

R. : En gros, je montre simplement comment le Vatican intervient dans les décisions politiques les plus importantes. C'est sur ses injonctions que la guerre d'Indochine a été prolongée : grâce à la politique de Bidault l'Eglise espérait conserver et arracher au communisme les territoires catholiques de l'Anam. De même l'unification de l'Allemagne n'est peut-être pas désirée par la Russie : il n'en est pas moins certain que c'est la crainte du chancelier Adenauer, catholique farouche, de voir revenir à l'Allemagne les territoires de l'Est entièrement protestants, qui a permis aux Russes de mener le jeu. En ce qui concerne la Russie, le seul vœu du Vatican est de ramener vers le catholicisme les populations orthodoxes détachées : il mène une politique double, tantôt combattant le communisme pour gagner l'Amérique protestante tantôt le flattant discrètement dans l'espoir de voir s'ouvrir des portes sur la Russie.

Q. : On me dit que vous attaquez dans votre ouvrage les catholiques de gauche. Cela me surprend de la part du libéral que vous êtes.

R. : Je comprends votre étonnement. Nos amis Nord-Africains sont naturellement touchés de la compréhension singulière que les catholiques de gauche, les « chrétiens », manifestent dans les affaires coloniales. C'est là précisément que se manifeste l'équivoque catholique

Jusqu'ici l'Eglise a toujours été colonialiste, et elle continue à l'être dans les pays où c'est son intérêt, comme par exemple dans les colonies espagnoles ou portugaises. Cependant le Vatican est d'une clairvoyance extrême. Il se rend compte que la partie est perdue en Afrique du Nord, à Madagascar, presque partout dans les territoires d'obédience française : elle prend ses précautions et se tourne du côté des populations autochtones. En apparence elle le fait par idéalisme, en vertu des principes chrétiens d'égalité et de justice. En fait, elle espère simplement développer ainsi son influence parmi les populations musulmanes et autres et éliminer l'influence française qu'elle a toujours redoutée, dès lors qu'elle était démocratique et laïque.

Quant aux catholiques de gauche, il y a indiscutablement parmi eux des hommes d'élite sincèrement libéraux pour lesquels j'éprouve le plus grand des respects : cependant, si leur action personnelle est idéaliste, je ne puis m'empêcher de voir en eux des instruments inconscients de la politique romaine. Les événements ont d'ailleurs prouvé que dès que Rome les censure ils se soumettent aveuglément. Ce ne sont des libéraux, des démocrates que conditionnellement. Ils ne sont pas libres : ils font malgré eux le jeu de la politique impérialiste du Vatican.

Q. : Quelle a été la réaction de la presse française à votre livre ?

R. : Si je voulais une preuve de la vérité de mes thèses, je n'aurais qu'à songer à cette réaction. Alors que mon dernier ouvrage « Psychanalyse de Paris » m'avait valu quelques 350 articles, pour la plupart hostiles et violents, mais aussi nombreux que détaillés, « L'Equivoque Catholique », se heurta à un silence

délibéré. Mes éditeurs habituels commencèrent par refuser l'ouvrage que je dus confier à mon ami Fischbacher et la grande presse non seulement se tut : certains journaux allèrent jusqu'à refuser les annonces. Seuls les journaux demeurèrent vraiment laïques parlèrent de mon ouvrage, et, je dois le dire, avec enthousiasme.

Q. : Quelle est votre attitude vis-à-vis de la littérature actuelle ?

R. : Je crains que la littérature ne se sépare pas du reste de la vie. Je suis très négatif, très pessimiste. Comme je l'explique dans ma « Psychanalyse de Paris », je crois que nous assistons à une décadence générale de la vitalité dans notre pays. Ce sont les instincts mêmes des Français qui sont touchés. Le règne de l'homosexualité dans nos lettres et nos arts est un symptôme des plus inquiétants, non moins que le scandaleux succès des ouvrages de Françoise Sagan qui nous peignent médiocrement des vices édulcorés. Sans doute Paris reste-t-il Paris : mais comme en politique, la vraie France, celle de la Révolution et des idéaux de 1789, celle qui attache le monde à elle par sa richesse spirituelle et la force de son intelligence, reste cachée.

Q. : Quelle est pour vous la fonction de l'écrivain ?

R. : Je me suis beaucoup occupé de psychanalyse. A mon sentiment, l'écrivain doit être un révélateur. Il est la pointe sensible des peuples et de l'esprit : il exprime ce que d'autres sentent et ne peuvent exprimer. Cela est bien différent de l'engagement dont on aime à parler. L'écrivain n'est pas un combattant comme les autres. Il voit les choses de haut « sub specie aeternitatis » ; mais c'est cela précisément ce qui constitue son apport au combat ; on s'en rend compte par exemple dans l'attitude des meilleurs parmi eux dans les affaires algériennes.

Q. : Que préparez-vous ?

R. : Je travaille à plusieurs ouvrages qui seront comme toujours polémiques. Un sujet qui me préoccupe particulièrement est la nature et la puissance de la bêtise dans la vie des individus et des nations. Les circonstances présentes offrent dans notre pays une ample moisson au chercheur. Je suis, en attendant, dans la période de réflexion : il me semble que les hommes sont beaucoup plus bêtes que méchants. Seulement, ce qui est curieux, c'est que la bêtise ne se montre jamais sous une forme pure, elle est toujours mêlée d'intelligence. Ces analyses me prendront beaucoup de temps.

Q. : Qu'aimez-vous ? Que n'aimez-vous pas ?

R. : J'aime le repos, quand entièrement détendu et « dépréoccupé » je puis laisser mon esprit travailler. Les idées sont ma vie. Je préfère ma chambre à la nature, et pour ce qui est de la nature, je l'aime nue, épure, sans végétation et sans hommes. L'homme me désespère par sa complication.

Quant à ce que je n'aime pas, je dirai que c'est tout ce qui est précieux, affecté, antinaturel. Je hais les snobs. Ils me paraissent plus dangereux que les imbéciles.

(Editions Fischbacher, 33, rue de Seine, Paris 6e).

# TEMPETE SUR TUNIS

Le jeudi 3 octobre, les journalistes accrédités à Tunis avaient pris place dans l'habituelle salle où le président Bourguiba tient ses conférences quasi-hebdomadaires. Ce n'était en effet un secret pour personne que le Président s'apprêtait à faire des déclarations extrêmement graves sur le sujet des relations franco-tunisiennes, relations dont la détérioration s'affirmait de plus en plus aux regards des observateurs confirmés.

Cravaté, de blanc comme à son habitude, le Président pris place devant les micros d'enregistrement de la radiodiffusion nationale tunisienne. Dans le privé, le Président avait la veille déclaré à des intimes que la situation était plus que grave et que l'indépendance de la Tunisie risquait à tout moment d'être remise en question par Paris.

— Mais je ne céderai pas dit-il, nous montrerons au monde de quoi nous sommes capables.

Devant ses postes de radio la Tunisie fébrile entendit alors le Président de la République dénoncer la volonté de marchandage du gouvernement français qui disait-il « veut faire dépendre la livraison des armes dont nous avons un impérieux besoin pour consolider notre indépendance, du succès de la conférence proposée par Monsieur Pinault ».

Ce marchandage, la Tunisie dit le Président en substance ne peut l'accepter à l'heure où des violations de frontières permanentes portent atteinte à notre souveraineté et il ajoute :

« Ces attaques, dictées par des mobiles de haine et de vengeance, tendent à mettre le futur gouvernement devant le fait accompli et à créer le climat d'une guerre larvée, ou tout au moins d'une guerre des nerfs. Nous continuons à garder notre sang-froid, et je souhaite que le peuple fasse de même. »

Cet état de fait obligeait ajouta encore le Président, le gouvernement tunisien à prendre des mesures d'auto-défense dont l'évacuation de la population d'origine européenne demeurant dans la région du Kef. Parallèlement le peuple tunisien se doit de protester dans le calme et la dignité contre les exactions qui rendent fragile le maintien de sa souveraineté et pour se faire :

1) Le peuple est autorisé à exprimer son mécontentement et sa volonté unanime d'en-

gager la bataille de l'évacuation et d'imposer le respect de la souveraineté tunisienne.

2°) Le gouvernement tunisien a décidé le rappel de Monsieur Masmoudi ambassadeur de Tunisie à Paris, car dit le président, il est impossible de maintenir des relations amicales avec la France, surtout après le communiqué qui autorise les avions français à bombarder le territoire tunisien.

Puis concluant son allocution, le chef de l'Etat tunisien dit encore :

« Il est inadmissible, après notre indépen-



Masmoudi. — Partira, partira pas ?

dance, de continuer à subir ces provocations incessantes qui témoignent d'une mentalité colonialiste, d'une vanité et d'une désinvolture peu conciliables avec l'esprit de la charte des Nations Unies. Telle est clairement définie notre position. L'espère que nous ne serons pas obligés d'aller plus loin... »

Dans les carres de la médina une immense acclamation salua la péroraison du Président. Le lendemain vendredi, lors de la grève de quatre heures, Tunis connut une fièvre rarement atteinte. Dans l'unité nationale retrouvée pour un temps, les mécontents du régime fraternisaient avec les membres du néo-déstours au sein des manifestations de protestations où divers orateurs tirèrent à prévenir le gouvernement français que les provocations trouveront le peuple tunisien unanime et debout pour la défense de ses droits et de son indépendance. L'ambassade de France et les consulats français étaient gardés par les forces de police tunisienne, mais cela s'avéra inutile. Tunis manifestait mais avec une dignité absolue. Cependant les télé-communications de l'ambassade de France en liaison constante avec Paris tenaient les services du Quai d'Orsay, heure par heure au courant de l'évolution de la situation.

Une provocation délibérément grave se produisit dans la journée en bordure de la frontière en territoire tunisien où des avions militaires français mitraillèrent des troupeaux et de paisibles tunisiens causant la mort de cinq personnes dont deux femmes. Il fallut le sang froid des responsables tunisiens pour ne pas répondre par des actes de violence à cette provocation que l'on dit avoir été méditée à Alger même.

A Paris, M. Masmoudi préparant ses valises se vit quémander une entrevue par M. Christian Pinault chargé de l'expédition des affaires courant au Quai d'Orsay. A Tunis, l'ambassadeur Georges Gorse demandait audience au Président Bourguiba. Devant la fermeté tunisienne et aussi sous la pression des Etats-Unis inquiets par la tournure que prenaient les événements, les responsables de la politique française faisaient machine arrière et demandait au gouvernement tunisien de reconsidérer le départ de M. Masmoudi, départ qui pouvait être le prélude à la rupture des relations diplomatiques entre Paris et Tunis.

Connaissant pour l'avoir expérimenté la tactique du Quai d'Orsay, le gouvernement tunisien accepta de reconsidérer la question et de retarder de quelques jours le départ de M. Masmoudi, à la condition que Paris revise son optique sur le droit de poursuite et la liquidation du contentieux franco-tunisien, enlevant ainsi toutes possibilités au gouvernement défunt ou futur de la France de rejeter en quoi que ce soit une part de responsabilité sur Tunis dans la détérioration des rapports franco-tunisiens.

Immédiatement Paris procéda à une reconversion de sa position première, il ne faisait pas de doute en effet que la Tunisie toute entière ferait face à toutes menaces et que de surcroît le débat sur l'Algérie à l'O.N.U. ne pouvait se prêter à de nouvelles difficultés franco-nord-africaines qui verrait Paris une nouvelle fois mis en accusation par l'opinion internationale.

Pendant quatre heures Tunis a montré au monde comment une petite nation de trois millions et demi d'habitants sait agir en grande puissance lorsque le culte de l'honneur et de la dignité tient lieu d'armement. Une déception toutefois dans toute cette malheureuse affaire, la passivité du gouvernement de Rabat pour qui la solidarité nord-africaine semble un vain mot. Il est vrai que la signature des conventions prime sur la colline sacrée toutes préoccupations musulmanes ou maghrébines.

(Correspondance particulière).

## 900 KILOMETRES D'ALTITUDE — 25.000 KILOMETRES-HEURE

### Le satellite artificiel soviétique a commencé sa ronde

Pour les savants, qui maintiennent leur information au rythme devenu vertigineux du progrès scientifique et technique, le lancement du « SATELLITE ARTIFICIEL » SOVIETIQUE n'est peut être pas une surprise. Pour le profane il est difficile d'échapper à l'impression que le 4 octobre 1957 est une date dans l'histoire de l'humanité : Celle de première incursion humainement contrôlée dans le « SILENCE ETERNEL » qui effrayait PASCAL, avec toutes les suites que peut entrevoir l'imagination, et qu'elle réservait jusqu'à présent aux fictions du roman d'anticipation.

Les perspectives qui s'ouvrent sont immenses, à la mesure même de l'univers, et non moins prometteuses ; ou non moins menaçantes selon ce qu'on les imagine, que celles que laissa entrevoir, le jour de la bombe d'HIROSHIMA, l'ouverture de l'ère atomique.

Les engins que les hommes pourront désormais lancer dans les espaces interstellaires pourront être aussi bien des instruments de paix que des machines de guerre : Laboratoires mobiles d'observation scientifiques multiples et suggestives à l'infini, dans le premier cas, ou encore, dans un avenir déjà concevable, véhicule d'exploration interplanétaire, et dans le second cas, espions robots lâchés dans le ciel de l'ennemi ou porteurs de la mort atomique au service de la guerre presse bouton. Le meilleur ou le pire.

Dans un cas comme dans l'autre, il est oiseux d'homologuer un record de vitesse dans la réalisation. En tout état de cause celui des deux concurrents — l'AMERIQUE pour le moment — qui s'est laissé devancer ne tardera évidemment pas à rattraper son retard. Et le temps viendra inévitablement où chacun des deux

pourra à son gré être soit aussi utile, soit aussi dangereux que son rival.

Si RUSSES et AMERICAINS sont également résolus à ne donner à leurs SATELLITES ARTIFICIELS que des missions pacifiques et scientifiques, l'avance prise par les uns sur les autres ne sera qu'un stimulant profitable au progrès humain, un élément supplémentaire, et de caractère quasi sportif, d'enrichissement d'une foule de sciences qui attendent dès maintenant les renseignements inédits que recueille déjà le SATELLITE SOVIETIQUE.

Le fait est maintenant acquis que les deux adversaires éventuels sont à égalité de puissance et de capacités. Si l'on a pu être tenté de soupçonner l'U.R.S.S. de « BLUFF » quand elle a récemment annoncé qu'elle avait réussi le lancement de la fusée BALISTIQUE INTERCONTINENTALE, le lancement du SATELLITE — qui, lui, ne laisse place à aucune incrédule, puisque l'engin se laisse voir et entendre d'un bout du monde à l'autre — apporte de surcroît la preuve que l'« ARME ABSOLUE » (ou relativement absolue) est bien en la possession de MOSCOU comme elle sera demain en possession des AMERICAINS.

Il n'y a plus de supériorité absolue de l'un ni de l'autre. Il ne reste qu'à s'entendre, ne fut-ce que pour se neutraliser mutuellement. Et il y a quelque chose de symbolique dans le fait que la première journée de révolution CIRCUS TERRESTRE du « BEBE LUNE » SOVIETIQUE est aussi avec la rencontre à WASHINGTON de M. FOSTER DULLES avec M. ANDRE GROMYKO celle où s'engage, de façon décidée sinon encore décisive, le tête-à-tête des deux « SUPER GRANDS ».

A. F. P.

### « Démocratie »

Directeur : Mohammed CHERKAOUI  
65, Boulevard Danton Casablanca  
— Téléphone 537-85 et la suite —  
Adr. Tél. : Démocratie Casablanca

#### ABONNEMENTS

|        |          |
|--------|----------|
| 1 an   | 1.500 fr |
| 6 mois | 750 fr   |
| 3 mois | 400 fr   |

C.C.P. Rabat 883-83

Imprimerie AMAL, 65, Bd. Danton

# Violents combats dans toute l'Oranie

(Un général français a été tué)

L'Armée de Libération Nationale Algérienne a intensifié son action sur tout le territoire algérien, prenant une fois de plus l'initiative et harcelant sans répit les forces de « pacification » dont les pertes sont de plus en plus lourdes. Les dernières informations contrôlées qui nous sont parvenues du Front font état de durs combats qui mettent quotidiennement aux prises les forces d'occupations et les Moujahidins.

S'il nous est difficile d'établir un bilan pour les engagements qui se sont déroulés dans les régions de l'Algérois et du Constantinois, nous pouvons par contre donner des chiffres précis sur l'action de l'A.L.N. relevant du commandement de la Willaya d'Oran.

La coordination entre les différents groupes de l'A.L.N., armée, sections de sabotages, renseignements etc... a permis avec le concours précieux de la population civile d'infirmer à l'ennemi des pertes sensibles tant en hommes qu'en matériel. Les ouvrages routiers et les voies ferrées ont également subi de graves détériorations qui ont paralysé pendant le temps nécessaires aux opérations militaires les voies de communication utilisées par les forces d'occupation. C'est dans ce sens que l'on a pu porter au crédit des groupes de sabotages de l'A.L.N., près de 16.000 mètres de voies ferrées sabotées par explosifs, en particulier dans la région d'Ain Sefra, plusieurs centaines de poteaux télégraphiques coupés, 5 ponts détruits, trente-deux pylônes à hautes tensions et plus de 45 véhicules de l'armée d'occupation dont 25 GMC et Dodge, 11 chars, 2 auto-mitrailleuses qui ont sauté sur des mines provoquant ainsi des arrêts de colonnes que les Moujahidines ont mis à profit pour prendre les forces dites de l'ordre sous

le feu de leurs armes automatiques tuant 247 soldats dont deux capitaines et cinq sous-officiers.

De nombreuses autres actions parallèles qui se sont déroulées dans les régions Ain-Sefra, Mécheria, Fortassa, Sfissifa se sont également soldées par de lourdes pertes ennemies. Au cours de l'enterrement des militaires tués lors de ces engagements, obsèques qui eurent lieu à Ain-Sefra, cinq civils algériens furent fusillés à titre de représailles devant la population européenne et trois innocents furent écrasés à l'aide d'un camion.

Dans la région d'Aïlou, des opérations effectuées par des commandos de l'A.L.N. ont permis la récupération d'un stock d'armes important abandonné par l'ennemi au cours de sa fuite.

A Laghouat, des éléments de l'A.L.N. se sont introduits dans la ville même et ont réussi à faire sauter la Centrale Electrique à l'aide d'explosifs. De l'aveu même des colonialistes cette opération a causé à l'ennemi une perte de 2 milliard et demi de francs.

Devant l'échec répété de ses actions militaires, le haut-commandement des forces d'occupation a intensifié les opérations de répression sur la population civile algérienne. Ain-Sefra, pour avoir été au centre des opérations de l'A.L.N. a eu particulièrement à subir la répression des forces dites de l'ordre. Le 14 août, à la suite de plusieurs actes criminels de l'armée d'occupation s'acharnant sur des innocents un commando de l'A.L.N. attaque le centre même d'Ain-Sefra et inflige au cœur même de la ville des pertes sévères à l'ennemi, pertes se chiffrant par 19 morts et 26 blessés. Le lendemain de cette attaque, les autorités françaises font exécuter un grand nombre de détenus, plusieurs maisons sont détruites à l'explosif,

d'autres sont incendiées, d'autres encore sont rasées avec des bulldozers, des familles entières sont actuellement sans abri.

On doit porter au crédit de la population européenne d'Ain-Sefra qu'elle s'est élevée contre ces actes ignobles et qu'elle a protesté auprès de l'administrateur de cette ville en déclarant que ces actions de représailles forceraient les combattants algériens à venger les innocentes victimes des colonialistes en uniformes. Ceci met en évidence qu'à l'intérieur même de l'Oranie on ne croit plus guère au sein de la population européenne à l'efficacité de la protection des forces d'occupation.

Cette recrudescence d'activité que nous avons laissé prévoir ici-même est particulièrement marquée par les engagements qui se sont déroulés dans les djebels des Beni-Chougrane près d'El-Bordj dans la région de Mascara.

Un important accrochage a eu lieu entre une Compagnie de l'A.L.N. et l'ennemi, fort de plus de 10.000 hommes (légiionnaires et parachutistes) secondés par l'artillerie lourde et l'aviation. Pendant toute la durée du combat, l'ennemi n'a pas cessé d'accroître ses forces, faisant appel à celles stationnant à Oran, Bel-Abbès, Mostaganem et des postes environnants.

Obéissant à ses méthodes habituelles, l'ennemi utilisa le napalm et les gaz.

**Pertes ennemies :** 307 morts dénombrés, dont 1 général, 3 officiers supérieurs, plusieurs autres officiers et sous-officiers, et des centaines de blessés.

11 avions ont été abattus et plusieurs camions et auto-blindées détruits.

A la suite de cette grave défaite, une entre d'autres, les autorités militaires d'Alger ont tenu à faire sa-

voir à Paris que dans peu de temps, il serait difficile de tenir entièrement le contrôle de l'intérieur algérien et qu'il faudrait procéder à un



La victoire est au bout.

regroupement des forces militaires d'occupation sur des zones choisies et des centres. Il va de soi que pareille décision se passe de commentaires en rappelant étrangement les décisions similaires qui furent prises en Indochine par le Haut-Commandement français. Ceci démontre s'il en était besoin qu'à l'heure de l'O.N.U. le principe de la Loi-Cadre s'avère, inefficace contre le volont d'un peuple et d'une armée nationale qui conquiert chaque jour son droit à l'Indépendance.

## LATIFA KAMAL jeune première du Théâtre Travailleiste



Un visage expressif.

D'aucuns — à l'esprit étroit — pensent que le métier des planches entraî-

ne inéluctablement un cortège d'intrigues et d'aventures... Plusieurs Marocains refusent de ce fait à leurs filles — pourtant dévouées pour le théâtre — de « monter sur les planches » pour la seule raison que le métier « d'artiste » leur paraît quelque peu... disons humilant. C'est à d'ailleurs la raison pour laquelle parmi les artistes marocains qui cheminent — qui galopent — vers la gloire « les jeunes premières » sont fort peu nombreuses et l'on peut les compter sur les doigts d'une seule main.

Il y a lieu de s'élever une fois pour toutes contre cet état de choses qui, s'il demeurait, porterait un coup grave au théâtre national. Il ne fait pas de doute en effet que si les parents s'obstinent à vouloir regarder le théâtre comme un métier dégradant pour leurs enfants et qu'ils refusent à leurs filles le droit de « faire du théâtre » il y aurait sûrement préjudice à l'amélioration du niveau du théâtre national.

Vous dire les efforts que Latifa Kamal, la jeune première du Théâtre

Travailleiste a déployés pour monter sur les planches serait trop long. On voulait l'enfermer entre 4 murs, elle s'est révoltée : elle a bousculé les barrières les plus solides, les opinions les mieux assises. Il faut croire que le feu... du théâtre coulait dans ses veines et qu'elle a une volonté ferme de suivre son chemin.

Elle est là devant moi, dans les coulisses du Théâtre Travailleiste, charmante dans sa simplicité, le regard noble, rêvant je ne sais à quoi. Mon ami Hassan Essakali la rappelle à la réalité. Puis il me raconte lui-même comment il a « découvert » Latifa.

— J'ai beaucoup hésité me dit Latifa avant de monter pour la première fois sur les planches. Je risquais en effet de heurter la mentalité de mes parents. Mais j'ai été très encouragée par Essakali et par Sadiki et je finis par vaincre toutes les appréhensions...

Je fus ensuite appelée à jouer dans le film « Brahim » le rôle d'une infirmière...

— De quoi s'agit-il très exactement

dans ce film, Mademoiselle ?

— Il raconte la vie d'un jeune marocain après l'indépendance. C'est, somme tout, la physionomie du nouveau Maroc. Vous savez du reste que ce film a été présenté au Festival de Berlin. J'ai été en outre convoquée à Paris par Brahim Essiah pour doubler dans « Fanfan la tulipe » (devinez qui ?) Gina Lollobrigida. Leïla Ferida avait, elle aussi, eu un rôle dans le doublage du film.

— Mais quel est le rôle que vous jouez dans « El Warith » ?

— Elle est servante, s'écrit Essakali en s'esclaffant de rire.

Mais Sadiki « omniprésent », avec sa verve habituelle, répond :

— Oui, mais dans « Volte-Face » elle est fille de ministre !!! Vous avouerez qu'il y a une différence entre les deux rôles tout de même...

Quant à ses projets Latifa n'en souffre mot. Des rêves de gloire la caressent, bien sûr. Mais elle sait qu'elle ne devra compter que sur le travail et la discipline qui pourront lui rendre facile le chemin de la réussite...

Victor MALKA

## UNITÉ DANS LA PLURALITÉ (XIII)

L'humanité d'aujourd'hui se préoccupe de l'unicité : congrès internationaux, colloques savants, diverses institutions internationales, entre autres l'U.N.E.S.C.O., l'Organisation internationale de la santé, les fédérations syndicales mondiales, etc... Cette marche vers l'un est sans précédent dans l'histoire. Est-ce un bien ou un mal pour le genre humain ? L'histoire appréciera. Pour le moment, il ne s'agit pas de porter des jugements de valeur, mais tout simplement de constater que nous vivons ces événements et d'essayer de les comprendre.

Une des caractéristiques essentielles de la civilisation des cités, à son étape actuelle, est justement le progrès réalisé dans le domaine des communications interzones et entre les continents, à tel point que jamais les peuples les plus éloignés n'ont été plus près les uns des autres dans l'espace, ni plus proches par des préoccupations qui leur sont communes. Cette recherche de l'unité est un phénomène historique contre lequel personne ne peut rien. Toutefois, si le degré d'accélération de ce mouvement varie d'une société à l'autre, c'est que les groupements humains ont une prise de conscience, plus ou moins développée, de ce qui se passe autour d'eux. Encore faut-il préciser que ceux qui prêchent la croisade pour unifier le monde en blocs (en vue de les opposer à d'autres blocs) ne sont pas ceux qui œuvrent pour l'unité. Et si l'histoire ne s'accomode que de mauvaise grâce d'un unitarisme dirigé, elle se refuse, plus obstinément encore, à tout « monisme » absolu. L'humanité a soif d'une coexistence harmonieuse, dans le respect de la pluralité des nations et des cultures. Cela pose comme postulat l'indépendance de tous les peuples et une solidarité internationale fécondante, en fonction de cette indépendance.

Il y a, dans chaque société, des consciences humaines, pour ainsi dire grégaires, mais à côté d'elles surgissent, de temps en temps, des consciences autonomes, des personnalités isolées qui ne sont que partiellement représentatives de leur nation. Tous les Français ne sont pas des Henri Matisse ou des Jean Perrin, ni tous les Allemands des Hegel ou des Holderlin. Un Africain natif de la brousse équatoriale, grâce à l'instruction, arrive à comprendre les travaux de Langevin et à communiquer avec l'œuvre de Rodin, mieux que des millions de Français, dont beaucoup n'ont jamais entendu parler du savant, ni vu une œuvre du sculpteur.

Cela tient à ce que chaque être humain a un horizon (1) qui lui est propre et ne peut communier qu'avec ceux de ses semblables qui font partie de cet horizon. L'ouvrier de chez Renault pense et agit en fonction de son salaire, de son syndicat, de son équipe de sport, etc... Ce sont là des éléments constitutifs de son horizon. Les activités culturelles peuvent y jouer quelque rôle, mais restent quand même subordonnées à la condition de salaire ; elles ne sauraient être, dans les régimes actuels, une préoccupation centrale. On est d'abord ouvrier, et ensuite et d'une manière très aléatoire, amateur d'art ou passionné par la lecture. En général l'ouvrier parisien s'intéresse plus à ce qui se passe dans les usines Ford Outre-Atlantique qu'au musée Rodin, à la Bibliothèque Nationale ou à d'autres lieux semblables qui sont parfois à quelques centaines de mètres de chez lui. Au contraire, un jeune collègue de Bamako, qui pourtant n'a jamais quitté le Soudan, connaît, grâce à la lecture, Poussin, Mauriac, Sartre, et se passionne pour Beethoven ou Ravel que la radio lui rend familiers.

Que voulons-nous affirmer par là ? Deux choses.

D'abord que la contiguïté spatiale n'est point la base véritable de la communication interhumaine. D'ailleurs cela reste vrai, même quand cette contiguïté porte l'une ou l'autre des étiquettes conventionnelles : politique (les nationalités), géographique (les Asiatiques, les Européens) ou enfin religieuse (la chrétienté, le monde de l'Islam). Quel que soit le nom qu'on lui donne, la véritable base de la communauté réside ailleurs.

« Tous, vous descendez d'Adam », dit un *h'adith*, « et Adam a été tiré du limon ». La moralité de ce *h'adith*, c'est que, ayant tous la même origine (bien modeste : la terre), personne ne peut donc se prévaloir de quelque supériorité raciale ou nationale. « C'est de la terre que nous vous avons tirés, et c'est à elle que vous retournerez ». (Coran, XX, 55).

En second lieu, il n'y a pas des mentalités imperméables à la culture et des mentalités disposées naturellement à la civilisation ; il n'y a, comme nous l'avons déjà vu, que des conditions favorables

ou défavorables, des situations personnelles. Bien sûr, il existe des gens moins doués que d'autres, mais cela est valable pour toutes les sociétés. L'Islam insiste sur l'unité initiale de notre espèce (2) ; les peuples diffèrent seulement par leurs institutions et leur situation géographique : « A l'origine, les hommes ne formaient qu'une seule communauté » et lorsque cette « nation » originelle s'est séparée en peuples, par les nécessités de la vie, « Dieu envoya les prophètes pour leur annoncer la bonne nouvelle et les avertir. Il leur donna, en même temps, le Livre dont les règles permettent d'arbitrer les différends des hommes ». (Coran, II, 210).

Observons maintenant la contiguïté temporelle. L'histoire nous apprend que, bien des fois, des artistes de génie et de grands penseurs ont été cruellement méconnus, voire combattus par leur contemporains. Si Descartes n'a fait qu'une morale provisoire, c'est que, tenant compte de l'incompréhension de son milieu, il ne voulait pas se brouiller avec l'Eglise et les « Docteurs ». Il a hésité, et évité, de publier certains de ses travaux scientifiques parce que l'exemple de Galilée le faisait réfléchir. Le réalisme de Courbet non plus ne fut pas apprécié de ses contemporains. Mais le cartésianisme connaît un succès extraordinaire depuis la mort de Descartes, et nous admirons aujourd'hui « Enterrement

par

Mohamed Aziz LAHBABI

à Orna », « l'Atelier du Peintre », entre autres tableaux, et considérons leur auteur, Courbet, comme un grand peintre.

Les deux célèbres poètes américains, Edgar Poe et Walt Whitman furent, de leur vivant, amèrement méconnus, et en particulier de leurs compatriotes. Tout récemment encore, pendant qu'à Londres une pièce de Christopher Fry connaissait un succès triomphal, on la sifflait violemment à Paris. Cependant, malgré l'indifférence de leurs contemporains envers eux et grâce aux résonances universellement humaines de leur poésie, Poe et Whitman ont fini par s'imposer à l'histoire de la littérature internationale. D'autre part, si aujourd'hui les Parisiens « goûtent » davantage, en dépit des siècles, les pièces du Grec Sophocle que celle de l'Anglais Fry, c'est parce que ce jeune dramaturge contemporain n'a pas créé des types universels comme Antigone, Iago ou Tartuffe, mais simplement des personnages qui correspondent au goût d'un certain public anglo-saxon.

M. Marrou fait remarquer qu'Augustin a beau écrire la même langue que Cicéron, avoir reçu la même formation, il est — par sa culture et ses tendances — plus un homme de la Renaissance que de l'Antiquité : beaucoup plus prêt de Dante que de Cicéron. « Par l'idée qu'il se fait de la vie de l'esprit, par les buts qu'il assigne à son intelligence, le Maître divin qu'il enjoint de servir, Saint Augustin se rattache à la Civilisation médiévale. Le passage, semble-t-il, s'est déjà accompli » (3).

Comme, nous l'avons déjà vu, l'esprit humain est dans l'espace et dans le temps, et si tous les hommes ne sont pas des génies, c'est que le génie est relatif et rare : ce qui est génial ne peut être qu'exceptionnel et débordant le cadre national.

Aussi, si ce qui précède est exact, nous permettons-nous de dire que ni la contiguïté spatiale ni la contemporanéité ne représentent le véritable fondement de la communication interhumaine.

Dans la mesure où l'un de ses aspects tend vers l'humain en général, la culture dépasse les frontières nationales. Il n'y a de culture que pour des groupes, et ceux-ci ne se composent pas nécessairement de concitoyens ou de coréligionnaires. Une culture est commune à tous ceux qui vivent les mêmes problèmes et participent aux mêmes visées. Il n'est donc pas étonnant de constater, par exemple dans tout le Monde Noir, une communauté de pensées et de sentiments, des préoccupations identiques. (4). Les protestants noirs d'Amérique sont plus près des Sénégalais musulmans et des Antillais catholiques que de leurs coréligionnaires et compatriotes yankees. Il en est de même dans le domaine colonial : tous les peuples dépendants.

se sentent solidaires, puisqu'ils sont embarqués dans une même galère, d'une solidarité affective, et qui devient effective toutes les fois où cela est possible. (5). De la religion, des affinités ethniques et de la nationalité on ne tient compte qu'en fonction de cette communauté de desseins, de sentiments et de destins, de cette solidarité qui fonde l'unité affective du Monde Noir ou celle des peuples colonisés.

En effet, il y a la nationalité légale, mais formelle, et la nationalité de fait. Beaucoup de Marocains n'ont rien de marocain, comme il y a beaucoup de Chinois ou d'Allemands qui restent étrangers dans leur propre pays. La vraie fraternité se fonde sur la communauté d'aspirations, de joies et de souffrances. Le rôle de la culture est précisément d'exprimer tout cela, de le rendre conscient, de lui donner un sens qui l'insère dans le contexte des réalités à la fois nationales et inter-humaines. La religion, la loi, le civisme imposent le respect du coréligionnaire, du concitoyen, non son amour. Car, pour des êtres humains s'aimer, ce n'est pas se soumettre au même dogme ou cohabiter, c'est s'orienter solidement dans la même direction, mûs par les mêmes préoccupations.

Il arrive souvent que la sympathie, dans ce qu'elle a de spontané, les affinités interpersonnelles, l'admiration soient en opposition avec les traditions religieuses particulières et les sentiments nationaux — nationalistes — habituels. L'amour est une visée, une tension vers le prochain pris en lui-même, indépendamment de sa carte d'identité.

C'est ce qu'affirme un dit du Prophète de l'Islam : « Fi Kulli thi Kabidin rat'bin cadaqa » (= charité, amour, pour tout existant ayant une sensibilité, un cœur).

Dans le domaine culturel, l'amour, ainsi entendu, trouve une illustration des plus nettes et des plus sûres. Car, la culture étant — en principe — un raffinement de pensées et de sentiments, elle prédispose les êtres humains à la compréhension mutuelle, à la sympathie et à un certain désintéressement ; elle crée des liens d'amitié sur la base la mieux universalisable possible : sur les affinités du cœur et de l'esprit. Car, baigner dans une même culture, n'est-ce pas voir en commun des ensembles, sans pour autant s'enliser dans les moments transitoires, ou dans les détails singuliers ?

C'est là que se situe l'injustice la plus abominable de notre époque : on prive plus de deux milliards de personnes des moyens de se cultiver, de communiquer avec leurs semblables, de s'élever, par la partie supérieure d'eux-mêmes, au-dessus des machines qui ne font que produire et des animaux qui se contentent de consommer. La culture est devenue aujourd'hui une dimension de l'être humain : empêcher quelqu'un de se cultiver, c'est l'empêcher de se personnaliser, de passer de l'existence brute à la vie, à la vie consciente. On le mutilé d'autant plus injustement que les moyens dont on dispose, pour répandre l'instruction et l'éducation, sont énormes à notre époque.

(à suivre)

(1) Cf. notre ouvrage *De l'Être à la Personne*, p.p. 147 à 163.

(2) Voy. Le Coran : VII, 2 ; XXX, 20 ; XXXV, 11 ; XL, 27 ; LXXI, 17 et 19.

(3) Henri Irénée Marrou, *Culture, Civilisation et décadence*, p. 152. Revue de Synthèse, VIII, 1938.

(4) Voy. le n° spécial (8-9-10, Juin-Novembre 1956) de la revue *Présence Africaine* consacré au 1er Congrès International des Ecrivains et Artistes Noirs (tenu à Paris en septembre 1956).

(5) On doit méditer le sens et la portée historiques et politiques de la Conférence de Bandoeng et la formation du Bloc Afro-Asiatique à l'O.N.U.

PROCHAIN PROPOS :

**Conspiration  
contre les cultures  
« indigènes »**

*Démocratie adresse respectueusement à S. M. le Roi ses souhaits de bonheur et de longue vie à l'occasion de la fête du Mouloud et au peuple marocain, prospérité, paix, justice et union.*

## LE JOURNAL DE LA SEMAINE

### LUMIERE SUR L'AIDE AMERICAINE

Le gouvernement de Rabat fondait de grands espoirs sur une aide substantielle technique et financière des Etats-Unis d'Amérique.

Les atouts ne manquaient pas pour obtenir cette aide. Ainsi en plus d'une amitié séculaire entre les deux états qu'aucun incident n'est venu troubler depuis plus d'un siècle, les responsables marocains pouvaient jouer de l'existence de bases militaires USA au Maroc, de la position stratégique de notre pays et du danger des infiltrations communistes. Mais une situation économique détériorée entraîne automatiquement une situation sociale qui n'encourage pas à la stabilité.

Mais l'aide consentie au mois de juin dernier par Washington à Rabat a déçu les Marocains par sa médiocrité et pour les exigences dont elle s'accompagne.

A combien se monte-t-elle et quelle en sera l'utilisation ?

Le trésor américain prête vingt millions de dollars à l'état marocain. Un don de 500.000 quintaux de blé pour aider les populations déshéritées du Maroc qui

scuffent de la mauvaise récolte a été gracieusement consenti par les U.S.A.

Comment seront utilisés les vingt millions de dollars ?

Le Maroc destinera 15.800.000 dollars à l'achat de 100.000 tonnes de sucre brut qui sera raffiné au Maroc. Mais ces achats sont interdits dans les pays communistes.

Le prix de vente, à l'intérieur du pays, du sucre et d'autres produits qui seront importés grâce aux vingt millions de dollars sera versé dans une caisse qui sera gérée conjointement par les représentants du gouvernement de Rabat et de l'Ambassade des Etats-Unis au Maroc.

Les sommes ainsi perçues et qui s'élèvent à plus de sept milliards de francs seront affectées à l'habitat et à l'agriculture dans les proportions suivantes :

Trois milliards de francs pour financer les constructions publiques et lutter contre les bidonvilles et les quatre milliards de francs restants seront destinés à la modernisation agricole.

Comment seront remboursées

ces sommes ?

Les vingt millions seront remboursés en 40 ans avec un intérêt de 3 % si le remboursement est effectué en dollars et de 4 % s'il est effectué en francs.

Le premier remboursement ne s'effectuera et les intérêts ne courront qu'après trois ans, c'est-à-dire à partir de juin 1960.

Beaucoup d'observateurs pensent que le voyage de S.M. le Roi qui est une réponse à l'invitation du Président Roosevelt confirmée

par le général Eisenhower, sera orienté dans le sens de l'explication des besoins en investissements du Maroc. Le secteur public et surtout le secteur privé seront sollicités.

La situation économique du Maroc est des plus difficiles. Le pays a besoin d'injection puissante, ordonnée et régulière d'argent frais pour remonter le courant et faire face à la progression démographique et à l'insuffisance du niveau de vie de ses habitants.

### L'AFFAIRE DES COMMUNAUTES ISRAELITES UN EXEMPLE DE LA DEMOCRATIE AU MAROC

Nous avons en son temps dans les colonnes de notre journal soulevé le scandale de la désignation du bureau de la Communauté Israélite ce qui est à l'encontre du Dahir du 7 mai 1945 relatif à la réorganisation des comités de communautés israélites marocaines qui spécifie que l'élection et le moyen pratiqué pour choisir les membres des comités.

Or ce dahir qui est toujours en vigueur dans les autres villes du Maroc n'a pas droit de cité à Casablanca. Il est vrai que la situation est des plus bizarres et les lois valables à Rabat ne le sont pas ailleurs.

Quatorze membres au lieu d'être élus ont été désignés par M. le Gouverneur, qui leur laisse la liberté de choix, parmi eux les membres de leur bureau. A cause de quelques manquants est de certains désistements dans le bureau du Com. une réunion eut lieu le 16 juin 1957 ayant pour ordre du jour la désignation d'un nouveau bureau.

Ce qui fut fait en présence de onze membres présents — deux excusés et un membre absent sans excuse — un bubreau fut régulièrement élu ayant à sa tête M. Jacob Banon.

Ce bureau se mit immédiatement en contact avec les autorités pour, conformément à l'article 5 du Dahir du 7 Mai 1945, recevoir l'approbation du président du Conseil.

Or après une longue période d'attente une convocation fut adressée le 18 septembre par M. le

Gouverneur de la ville à tous les membres du Comité pour leur signifier que les élections du 16 juin 1957 n'étaient pas à son avis valables parce que s'étant déroulées hors de la présence du représentant de l'administration. Or l'article 5 du dahir de 1945 relatif à l'élection du bureau du Comité ne spécifie aucunement qu'un représentant de l'administration doit assister à cette élection. L'argument du Gouverneur n'avait aucun fondement légal. L'essentiel était que le bureau issu des élections du 16 janvier 1957 dont la couleur politique est en majorité P.D.I. ne convenait pas naturellement à M. le Ministre de l'Intérieur. Un acte d'autorité fut pris par le Gouverneur pour annuler arbitrairement les élections du 16 juin 1957 et pour faire procéder à de nouvelles élections le 25 septembre 1957.

M. le président Banon considérant justement son élection valable a refusé de se rendre à la réunion du 25 septembre.

Nous apprenons qu'un bureau conformément aux directives et aux désirs du Ministre de l'Intérieur a été élu, ayant une couleur politique italienne.

Il est temps que le pays soit doté d'un Conseil d'Etat, cela aurait permis à M. le président Banon d'ester en justice contre la décision arbitraire du Gouverneur de Casablanca.

Mais l'institution du Conseil d'Etat n'est efficace que dans un pays démocratique, or tel qu'il est gouverné le Maroc n'a rien de démocratique.

### OPERATION LABOUR



S.M. le Roi pilote d'un Maroc à vocation agricole a affirmé en inaugurant personnellement l'« Opération Labour », l'intérêt qu'il porte à la terre et aux paysans. Mécaniser l'agriculture telle est la Volonté Royale.

### L'EPURATION

Le Conseil de Cabinet tenu jeudi 3 courant a examiné entre autres questions celles de l'application du dahir du 20 juillet 1957 soumettant à autorisation préalable toutes les opérations portant sur les biens meubles ou immeubles appartenant à certaines personnes.

« Démocratie » avait dès la parution de ce texte législatif insisté pour que soient définis les critères de la trahison et ce pour écarter tout arbitraire. Nous insistons pour que soient évitées les mesures administratives, et pour donner à l'opération épuration un caractère de légalité rigoureuse.

Le dernier Conseil de Cabinet tenant compte de nos critiques et en reconnaissant le bien fondé a examiné le problème de l'épuration sous un angle plus conforme à la justice.

Il serait utile que la commission chargée de dresser la nomenclature des actes susceptibles d'être frappés des peines prévues par le dahir du 20 juillet 1957 fasse un travail précis et clair pour éviter la confusion.

Pour ne pas prêter le flanc à certaines critiques justifiées que l'on adresse aux juridictions d'exception n'est-il pas plus sage de laisser les tribunaux ordinaires saisir des affaires d'épuration